

# Impac

200/201

• avril-mai-juin-juil 2025  
CPPAP : 0715 S 07535  
• 2,50€

**IDÉES/ENTRETIEN / PAGES 26-28**  
**Le papier sauvera-t-il  
la démocratie ?**

**EMBALLAGES / PAGES 34-39**  
**Tetrapak ne protège  
que ses intérêts**

**HOMMAGE / PAGES 46-48**  
**Disparition  
de Maurice Lourdez**



PAGES 12-27  
**200 numéros  
de lutte pour  
le Livre,  
le Papier et la  
Communication**

# impac | 200/201 sommaire



12



26



30

44

34

## GRAND ANGLE pages 4-6

Lutter contre les mensonges pour rester digne

## PAPIER / CARTON pages 8-10

Le recyclage ne pardonne pas

## IMPAC 200 pages 12-25

200 numéros de lutte pour le Livre, le Papier, la Communication

1986, retour vers le futur

1986, la presse harsanisée

1987, la répression syndicale, un art d'État

L'Impac et son temps : une chronologie (1986-2025)

## IDÉES pages 26-29

Le papier sauvera-t-il la démocratie ?

## LABEUR pages 30-33

Oui Pub à la poubelle

Sortie de boîte pour les notices

## EMBALLAGES pages 34-39

Tetra Pak ne protège que ses intérêts

Tetra Pak : qui est l'employeur ?

Tetra Pak, les honneurs de la honte

## L'ACTU MONDE page 40

## L'ACTU FRANCE pages 41-42

## PAPIER pages 43-44

Chapelle Darblay : le phénix industriel

## HOMMAGE pages 46-48

Disparition de Maurice Lourdez

## SPECTACLE page 50

Faire Commune est indispensable

## MONDE pages 51-52

France-Brésil : mêmes poisons, mêmes combats

## LECTURES pages 54-55

## BILLET D'HUMEUR page 56

Ça sait nager une autruche ?



impac n°200/201 - avril-mai-juin-juillet 2025 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon

Ont participé à ce numéro : Gérard Alezard, Patrick Bauret, Jérémie Demay, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Cédric Laparlière, Pascal Lefèbvre, Michel Muller, Carlos Tunon

Coordination : Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre

Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre

Correction : Anne Duvivier / Photos : syndicats Filpac CGT, Stock, D.R.

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



# Impac 200 : deux cents numéros de lutte

CARLOS TUNON,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

**C**hers camarades,  
Ce numéro d'*Impac* porte le numéro 200 et nous avons voulu en faire une édition spéciale qui, en plus de l'actualité, reprend quelques thèmes, abordés depuis notre premier numéro.  
Depuis le début d'*Impac*, les sujets d'actualité sociale et les sujets en lien avec notre fédération n'ont pas manqué. Nos articles ont traité de nombreuses luttes. Des luttes pas toujours gagnantes, ou des victoires en demi-teinte, mais nous pouvons nous féliciter de notre acharnement à ne jamais baisser les bras, quelle que soit l'issue. Cette persévérance dans la lutte est la marque de fabrique de la Filpac CGT. La vie de notre fédération est loin d'être un long fleuve tranquille et nous oblige à mener une activité soutenue, avec des moyens que l'on souhaiterait plus importants.

Ce bref historique nous permet de mettre en lumière l'implication sans faille des dirigeants successifs de notre fédération pour en faire une organisation respectée dans la CGT. Une petite grande fédération... et je profite de cet édito pour un hommage tout particulier à notre camarade Maurice Lourdez, qui nous a quittés il y a quelques jours. Figure importante de l'organisation, il a lutté toute sa vie pour le bien-être des salariés, pour la CGT, et enfin contre la maladie. Il est de ces hommes qu'avoir côtoyés est un privilège.  
Dans l'actualité de ces derniers jours, les luttes continuent au sein de notre fédération avec les grèves à *La Provence* et à *Nice Matin*, visés par une restructuration violente.

“ La presse, cible permanente de restructuration, et dont on sait l'importance contre la montée de l'extrême droite, la condamnation de Madame Le pen n'étant pas de nature à réduire la diffusion des idées nauséabondes et de la peste brune. ”

La presse, cible permanente de restructuration, et dont on sait l'importance contre la montée de l'extrême droite, la condamnation de Madame Le pen n'étant pas de nature à réduire la diffusion des idées nauséabondes et de la peste brune. Nous voyons chaque jour certains médias marteler la peur de l'autre.

D'autres luttes moins visibles sont toujours en cours, je parle de Chapelle Darblay, dont le dossier végété depuis bientôt six ans dans les bureaux de Bercy, malheureusement sans réponse, la dissolution ratée de juin

ayant fait perdre un temps important pour sa résolution. Le papier carton fait l'objet de nombreuses restructurations, Cenpa, papeterie d'Espaly, Lecas et Tetra Pak. Cette dernière, dont la fermeture a été annoncée en janvier, est une des premières victimes de la nouvelle réglementation européenne sur l'emballage PPWR, qui va fournir le prétexte à de nombreux plans de licenciements. Comme souvent, ces textes ne prennent pas en compte l'impact sur les emplois. Il en va de même avec la disparition programmée des notices de médicaments ou l'expérience abandonnée du Oui Pub qui a entraîné la perte d'emploi de 20 000 salariés.

Pas très positif tout ça, et même morose, mais c'est malheureusement la réalité avec laquelle nous allons devoir composer dans les mois à venir. Cela nous promet de belles luttes, dans le droit fil de celles menées par le passé, toujours dans le but de bâtir un futur meilleur. ●

# LUTTER CONTRE LES MENSONGES POUR RESTER DIGNE

PASCAL LEFÈVRE, JÉRÉMIE DEMAY

Il ne faut plus se faire d'illusions. La sauvegarde de nos libertés n'est plus une option : elle est une urgence, une affaire de salubrité publique. Depuis que le gouvernement a relégué la démocratie au rang de vieilleries encombrantes – souvenons-nous du passage en force de la réforme des retraites - les signaux d'alarme ne clignent plus : ils hurlent.

Les attaques contre nos droits ne rampent plus sous le tapis du compromis. Elles chargent, frontales, assumées, ordonnées comme une armée en campagne. Il ne s'agit plus de réagir à la marge, mais de combattre chaque jour, chaque heure, un pouvoir qui ne respecte plus ni l'État de droit ni la simple décence.

La démocratie les embarrasse. Elle contrarie les affaires. Trop lente, trop bavarde, trop attachée à cette idée vieillotte que la loi est la même pour tous. Ils l'ont remise au placard. Pourquoi redistribuer quand on peut accumuler ? Pourquoi garantir la liberté d'expression quand le mensonge rapporte davantage ? Pourquoi tolérer les contre-pouvoirs quand on peut les museler d'un haussement d'épaules ?

## L'ASSASSINAT DISCRET DE NOS INSTITUTIONS

Patrons et politiques main dans la main, flanqués d'une armée de chroniqueurs serviles, agitent des paillettes pour couvrir leurs larcins. Et le peuple, parfois, s'en contente. Il est plus aisé de suivre les frasques d'un footballeur millionnaire que de s'attarder sur l'assassinat discret de nos institutions. Chaque jour pourtant, la réalité bondit devant nous. Mais l'infobésité, cet empilement indigeste de faits sans lien, de fadaises, de commentaires vides, nous endort. C'est l'arme favorite des néolibéraux, avancer masqués, pendant qu'ils nous dépouillent de tout.

Alors quoi ? Devons-nous baisser la tête ? Déposer nos revendications au bord de la route, nous allonger dans le caniveau en remerciant de n'avoir pas été piétinés plus brutalement ? Non. Mille fois non.

L'abandon n'est pas dans l'ADN de la CGT. Depuis 130 ans, notre organisation se tient aux côtés des travailleurs, dans les luttes, dans les grèves, dans l'espérance.

Et ce n'est pas fini. Notre force, c'est la camaraderie. Ce mot n'est pas un reste de folklore militant. Il est notre boussole. Il dit la solidarité, la fraternité, la détermination. Il rappelle que nous ne sommes pas seuls, que nos poings, même usés, peuvent encore frapper juste. Le combat éreinte, oui. Surtout quand, en face, il n'y a que mépris et arrogance.

Bayrou par exemple. Ce cher François, interrogé sur l'affaire Bétharram, alterne amnésie soudaine et mémoire sélective. Il ne lit pas la presse, sauf quand ça l'arrange. Il oublie ce qui l'implique, mais se souvient de ce qui peut nuire aux autres. L'amnésie chez lui est à géométrie variable. Le culot, lui, est permanent. Il conteste la légitimité des députés, remet en cause les comptes rendus officiels, et même s'il était convoqué pour parjure, il dort tranquille : la Cour de justice de la République, gardienne bienveillante des ministres, n'a jamais condamné un des siens. Quelle surprise !

Et pendant ce temps, les discussions d'autres lois, utiles, nécessaires, vitales, sont étranglées avant même d'avoir respiré. En revanche, un texte pour les pesticides, porté par un sénateur captif de l'agro-industrie, est rejeté sans discussion. Direction la commission mixte paritaire, où quelques mains expertes s'empresseront de le faire passer contre l'avis de tous les scientifiques et de la santé publique.

## CE N'EST PLUS UNE RÉPUBLIQUE, C'EST UN CLUB PRIVÉ

Et dehors, huit tracteurs stationnent en grande pompe devant le palais Bourbon, sous l'œil ému des caméras, bénis par les forces de l'ordre. Ont-ils traversé Paris sans bruit ? Faut-il être naïf pour croire que l'État n'avait rien vu venir... Le pouvoir caresse dans le sens du sillon ceux qui l'intimident, surtout quand leur syndicat se nomme FNSEA. Pourquoi ? Parce qu'il faut ménager les voix rurales, ne pas fâcher l'agrochimie, surtout quand l'extrême droite surveille les mairies de province. Alors il cède. Il recule. Il trahit la science, la santé, la vérité.

Dans ce déluge de renoncements, certains même refusent de se présenter devant la représentation nationale. Alexis Kohler, bras droit du monarque républicain, ignore une convocation parlementaire. Son agenda ne le permet pas ! Pierre-Antoine Stérin, mécène de l'extrême droite, fait de même. Et que leur arrive-t-il ? Rien. Même pas une remontrance. Le peuple est bafoué, les institutions méprisées, l'impu-



# GAZA CRIME DE GUERRE

GAZA : EN TENTANT D'ACCÉDER À DES CENTRES DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE, 10 PALESTINIENS ONT ÉTÉ TUÉS ET PLUS DE 30 BLESSÉS PAR L'ARMÉE ISRAËLIENNE



**LVMH, dirigé par son ami milliardaire Arnault, supprime 1 200 emplois dans les spiritueux.**



## François Bayrou est passé de champion de la liberté d'informer à contempteur des médias

Récuser l'évidence, accuser la presse de manipulation, alléguer raison contre tous, malgré les preuves du contraire : cet entêté à saper l'idée même de vérité des faits, dans l'affaire Bayrou, constitue une évolution récente de la carrière politique du premier ministre.

15 mai 2025 par Youssef Abouja



## LVMH prêt à supprimer 1 200 postes chez Moët Hennessy

La direction de la branche vins et spiritueux du géant du luxe a annoncé par message aux salariés son intention de réduire de plus de 12 % ses effectifs, sans toutefois recourir à un plan social. Depuis 2012, cette activité est en berne, en raison du conflit commercial avec la Chine et les États-Unis.

Par Vincent Girard  
Publié le 02 mai 2025 à Jerssi, modifié le 08 mai 2025 à 06h52  
Créature : douanier.com | English

nité prospère. Ce n'est plus une République, c'est un club privé.

### MENSONGE ET CYNISME MAIN DANS LA MAIN

Les patrons, eux, mentent comme ils respirent. Leur idée de la gestion ? Une mise en scène. Leur conception du dialogue social ? Une grimace. Leur stratagème préféré ? Fermer un site rentable, délocaliser, tout en pleurnichant sur la productivité. Tetra Pak à Longvic : 200 salariés jetés alors que le site est rentable, à faible impact carbone, riche de savoir-faire. Et la loi ? La loi Florange exige de chercher un repreneur. Mais sans obligation de résultat. Autant dire, du vent. Seule contrainte réelle, revitaliser le site. Combien de temps avant qu'un député zélé ne supprime cette clause, au nom de la compétitivité ? En attendant, ils licencient discrètement, dix ici, quinze là. Dans six mois, le site sera déclaré « non viable ». Mensonge et cynisme, main dans la main.

Voyez Trump, ce buveur de coca devenu chef de guerre tarifaire. Ses caprices douaniers menacent le cognac, donc les verreries, les cartonneries, les vignes, les familles. LVMH, dirigé par son ami milliardaire Arnault, supprime 1 200 emplois dans les spiritueux. Le monde vacille au rythme des tweets et des dividendes.

### LA FOLIE, UNE FOIS LANCÉE, NE DEMANDE PLUS LA PERMISSION

Ces mêmes vagues numériques, hurlements de bêtises et colères sur commande, étouffent les consciences. On crie pour exister, on vocifère pour s'imposer, et dans cette fange électronique, la vérité n'est plus qu'un murmure piétiné.

Écrire fort ne donne pas raison, mais les GAFAM nous vendent l'inverse. À coups d'algorithmes, ils érigent les bavards en prophètes, les haineux en penseurs, les publicitaires en philosophes. Sous couvert de liberté d'expression, qu'ils prostituent à chaque bande passante, ils nous étranglent. Ils vendent nos cris, tout en

bâillonnant ceux qui hurlent pour vivre. Et parmi ces voix étranglées, il y a celles du peuple palestinien. Depuis des décennies, il crie. Mais celui-ci, perdu dans la fumée des bombardements, l'indifférence, le silence médiatique, ne franchit même plus nos fenêtres à double vitrage. Pour réussir ce génocide, il suffit de priver, d'assoiffer, de bombarder, et de recommencer.

Netanyahu, pyromane d'un pays qu'il prétend défendre, joue avec les vies comme un enfant cruel avec des fourmis. Et pendant qu'il extermine, les caméras sont tenues à l'écart, les journalistes tombent, les survivants sont ensevelis vivants dans l'indifférence mondialisée. Les chancelleries européennes, valets honteux, murmurent qu'il faudrait peut-être ralentir. Mais il est trop tard. La machine est en marche. Et la folie, une fois lancée, ne demande plus la permission. Le comble est que le commerce de nouveau l'emporte contre l'ignominie génocidaire d'un « fasciste sioniste ».

Heureusement que le poing levé des dockers de Fos-sur-Mer, rejoint par celui des douaniers et de leurs camarades européens empêche la livraison d'armes aux exterminateurs du peuple palestinien. La mobilisation sociale est l'arme massive des travailleurs et du peuple pour empêcher les tyrans de nous imposer leurs guerres.

**Deux heures avec Trump, l'idiote inutile, et six mois de plus pour raser, affamer, humilier. Il ne veut pas la paix, il veut l'Ukraine.**

### LA SAGESSE SE PERD DANS UN OURAGAN DE HAINE

Un frisson, pourtant, traverse l'opinion. En France, certains salons se referment à ceux qui justifient tout au nom de la vengeance. Les commentateurs commencent à distinguer le Hamas, des enfants de Gaza. Mais ce sursaut tiendra-t-il ? Une étincelle, un attentat, et les mêmes bouches hurleront à nouveau avec les loups.

Soyons fous, soyons utopistes. Peut-être que les Unes parleront enfin des manifestations anti-Netanyahou, des foules israéliennes refusant la complicité. Des familles d'otages exigeant que leurs noms cessent de servir de prétexte à cette boucherie. Mais leur sagesse se perd dans un ouragan de haine.

Pendant ce temps, là-haut, dans son palais glacial, Poutine joue aux échecs avec des vies humaines. Deux heures avec Trump, l'idiote inutile, et six mois de plus pour raser, affamer, humilier. Il ne veut pas la paix, il veut l'Ukraine. Il ne débat pas, il griffe. Il ne négocie pas, il tranche. Zelensky ? Il rêve de sa tête sur une pique, pour y poser un pantin peigné et docile. Et pendant que Macron s'agite, accompagné des Allemands et des Anglais, Poutine jubile.

Il sait que chaque jour est une victoire, que l'Occident fatigue, que l'opinion chancelle, que l'Ukraine s'épuise. Et pendant que l'économie russe survit, ses alliés, Chine, Corée du Nord, Afrique, contournent les sanctions comme des chats les gouttes de pluie. Les institutions internationales dorment. Elles comptent les morts, mais n'ouvrent pas le robinet pour éteindre l'incendie.

Personne n'est dupe de ce qui se passe en terre ukrainienne. Les états continentaux, à commencer par l'Europe, utilisent et usent de ce conflit pour gonfler les profits de leurs industries d'armements, pour tester leurs nouveaux joujoux de destruction, pour endetter un pays envahi, exsangue, pour des décennies, voire des siècles.

La guerre est avant tout une affaire de gros sous et de confrontation d'impérialismes sur fond d'acquisition de terres rares, d'exploitation minière, de dépeçage d'une terre qui n'appartient déjà plus au peuple ukrainien.

Ce conflit doit durer dans le temps pour permettre à ceux-là mêmes qui ont conduit à une crise économique systémique mondiale de pouvoir, comme lors des précédents conflits mondiaux, de faire repartir la machine à cash. Telle est la loi d'airain d'un capitalisme mondialisé à bout de souffle !

### LE PEUPLE A LA SOLUTION

La destruction du peuple ukrainien est-elle une fatalité ? Faut-il regarder passer le train blindé du Kremlin sans broncher ? Et Netanyahou, peut-il continuer ses massacres, son génocide, l'extermination méticuleuse d'un peuple, sûr de l'impunité ? Et nos dirigeants, peuvent-ils continuer à rogner nos droits sans même nous dire bonsoir ?

Non ! Même si les contextes diffèrent, la réponse reste la même, ferme comme un poing qui se lève. Ce n'est pas une fatalité. Le peuple a la solution. Ce n'est pas une formule de tribun fatigué. C'est un fait. Car lui seul, quand il cessera de se diviser pour des broutilles, pourra renverser ce qui l'écrase.

Mais pour cela, il faut se boucher les oreilles aux chants envoûtants de l'internationale fasciste, qui rôde comme une hyène. L'extrême droite, repeinte en tricolore, peut bien séduire les crédules, elle n'est forte que de nos faiblesses. Elle est fragile. Le pouvoir, lui, s'en accommode très bien, de cette poussée brune. Il l'agite comme un épouvantail pour se maintenir au centre du champ, mais il n'a jamais paru si tranquille qu'avec les bottes qui remontent.

Il suffit de voir cette ignominie d'une manifestation à Paris, le bras tendu, la cagoule fière, quelques heures à peine après qu'on eut salué la mémoire de ceux qui, jadis, ont versé le sang pour faire taire ces mêmes ordures.

L'État regarde ailleurs, pire, par la voix de son préfet se rend complice en matraquant les antifascistes et en utilisant les forces de son ordre au service de la protection de la manifestation de nazis.

Peut-être est-il nostalgique ? Ou nous prépare-t-il simplement à un régime fasciste qu'il tente de légitimer par la force ?

### LE FASCISME PROSPÈRE LÀ OÙ LA PARESSE DE L'ESPRIT S'INSTALLE

Alors, comme face aux licenciements de masse, comme face aux crimes impunis, comme face aux mensonges journalistiques, il ne faut pas s'endormir. Jamais. Il faut combattre. Et pas seulement sur les barricades, quoique parfois, elles s'imposent, mais aussi avec nos idées, nos convictions, notre parole.

Le fascisme prospère là où la paresse de l'esprit s'installe. Dès qu'un proche commence à baisser les bras pour mieux les tendre, c'est à nous de les lui remonter. De lui ouvrir les yeux. De lui rappeler que les sirènes de l'extrême droite chantent faux, qu'elles mentent sur tout, surtout sur le social. Elles ne défendent ni le travailleur, ni le paysan, ni le retraité, elles défendent la haine, le profit, l'ordre injuste.

Il ne s'agit plus de convaincre : il s'agit d'éveiller. Les mensonges n'ont plus droit de cité. Et la vérité n'est pas morte. Elle est là. Elle n'attend qu'une chose, qu'on s'en serve pour aller la porter haut, sur nos étendards, pour vivre mieux, ensemble, libres et debout. ●

---

# SPÉCIAL DERNIÈRE

---

Numéro hors série / juin 2024

---

**ÇA NE SE RECHARGE PAS,  
C'EST INCASSABLE,  
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD,  
NI LE FROID,  
ÇA NE CONSOMME PAS  
D'ÉNERGIE,  
C'EST RECYCLABLE À 100%,  
C'EST MIS À JOUR TOUTES  
LES 24H... ET...  
ÇA DÉFEND LA DÉMOCRATIE !  
ÇA S'APPELLE UN JOURNAL  
QUOTIDIEN.**

---

| *Lisons moins d'écrans et plus de journaux* |

---

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

*Le Livre, le Papier et la Communication*

[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

# LE RECYCLAGE NE CARTONNE PAS

**Les 14 et 15 mai derniers, à Zagreb, s'est tenue une réunion-débat sur le nouveau règlement européen encadrant les emballages et leurs déchets. Ce texte vise une réduction drastique de la consommation d'emballages, avec un effort accru demandé aux plus gros producteurs que sont l'Allemagne, la France et l'Italie. Sur le papier, les intentions sont bonnes. Dans la réalité, c'est une tout autre affaire.**

PATRICK BAURET, 16 MAI 2025, DEPUIS ZAGREB

**C**e fameux règlement s'imposera progressivement jusqu'en 2040, avec des paliers de réduction et des contrôles censés garantir un recyclage plus efficace. L'objectif : généraliser les emballages mono-matériaux pour faciliter leur traitement. Mais ce tournant majeur, qui va bouleverser nos chaînes de production, se fait sans que les travailleuses et les travailleurs ne soient consultés. Pas de transparence, pas d'échange. Les directions avancent en solo, comme à leur habitude. S'il ne concerne que l'Europe, ce règlement a des conséquences globales. Les représentants d'IndustriALL et d'UNI venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont alerté : le recyclage, chez eux, relève souvent du mirage. Résultat ? Nos déchets « recyclables » finissent trop souvent dans leurs décharges, ou pire, incinérés. C'est ça, le modèle européen ? Une façade verte qui délocalise ses poubelles ?

---

**Nous savons ce qui se profile** : concentration, suppressions d'emplois, désertification industrielle. Et si nous ne faisons rien, ce sont nos usines, nos savoir-faire, nos métiers qui seront sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

---

#### **Silence radio dans les boîtes : un mépris assumé**

Les organisations syndicales présentes ont toutes pointé le manque flagrant d'information des directions. À l'heure où des pans entiers de l'industrie de l'emballage vont être restructurés, ni les CSE ni les comités d'entreprise européens ne sont mis dans la boucle. Un déni total de dialogue social. Une fois de plus, on gère nos vies, nos emplois, sans nous. Pire encore : beaucoup de syndicats ne sont pas outillés pour comprendre et anticiper ces changements. Parce qu'on n'a jamais pris le temps de former les militants sur ces enjeux cruciaux. Et pendant qu'on nous tient à l'écart, les groupes multinationaux, eux, avancent leurs pions.

#### **Le plastique, ce poison qu'on nous laisse gérer seuls**

Du côté du plastique, l'inquiétude est à son comble. On sait que ces emballages issus du pétrole sont presque impossibles à recycler. Mais aucune alternative sérieuse n'est proposée, aucune transition planifiée. Les salariés du secteur sont laissés en pleine tempête, sans boussole, pendant que les directions ferment les yeux et comptent les profits.

#### **Le papier : un modèle attaqué**

Dans la branche papier, la situation semble un peu moins critique. En France, 80 % du papier d'emballage est recyclé. Une avance précieuse... qu'il va falloir défendre bec et ongles. Car cette performance est loin d'être généralisée en Europe, surtout dans les pays récemment entrés dans l'UE. Mais là encore, pas de quoi se réjouir : quand les multinationales s'en mêlent, les logiques économiques écrasent tout. L'écologie ? L'emploi ? Le débat démocratique ? Aux oubliettes.

#### **Mainmise des multinationales, marginalisation des salariés**

Les grands groupes de l'emballage ont déjà mis la main sur le dossier. Ils pilotent, décident, organisent les fusions, les fermetures, les restructurations... et nous, les travailleurs, nous sommes priés de rester silencieux. Ce mépris n'est pas nouveau, mais il atteint aujourd'hui un niveau inacceptable. Nous savons ce qui se profile : concentration, suppressions d'emplois, désertification industrielle. Et si nous ne faisons rien, ce sont nos usines, nos savoir-faire, nos métiers qui seront sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

#### **Former, informer, riposter**

La Filpac ne laissera pas faire. Ce règlement est un vrai tournant. Il va toucher l'ensemble de nos professions. Et nous avons un choix : subir... ou riposter. Nous avons décidé de prendre nos responsabilités. Nous allons former nos camarades, construire une expertise syndicale solide, et reprendre la main sur ce débat qui nous concerne au premier chef. Car ce qui se joue ici, ce n'est pas seulement une réforme technique. C'est une attaque déguisée contre l'emploi, contre nos industries, contre le droit des salariés à décider de leur avenir. Nous n'avons pas l'intention de regarder passer les camions poubelles de la transition. Nous allons y grimper et changer leur direction. ●



## Réalités du recyclage

#### **Halte aux idées reçues**

Il faut le rappeler avec force : plus de 80 % des emballages en carton sont aujourd'hui recyclés. Et ce chiffre n'a rien d'un hasard. De nombreuses industries du secteur sont pleinement intégrées dans la chaîne du recyclage, contribuant ainsi à une véritable économie circulaire.

Contrairement à ce que certains aiment faire croire, l'industrie papetière ne détruit pas les forêts pour produire de la pâte à papier. Bien au contraire, elle joue un rôle essentiel dans l'entretien raisonné des massifs forestiers. Une forêt bien gérée, c'est une forêt moins vulnérable aux incendies. Et chaque feu évité, c'est un écosystème préservé.

Les efforts en matière d'écologie sont réels. Le Centre technique du papier de Grenoble mène depuis des années un travail de recherche important pour réduire la consommation d'eau dans la fabrication du papier. Et il faut savoir qu'aujourd'hui, 90 % de l'eau utilisée dans nos papeteries est restituée plus propre qu'à son arrivée dans le processus industriel. Les installations évoluent également : de plus en plus de papeteries sont équipées de chaudières de cogénération. Elles produisent de la vapeur, de l'électricité, et permettent de valoriser les déchets. Voilà une réponse concrète aux enjeux énergétiques et environnementaux.

#### **Les logiques financières ne sont pas durables**

Mais ne soyons pas dupes : des incohérences subsistent. En matière d'écologie, il est absurde que le papier ne soit pas produit au plus près des cartonneries. Produire localement, c'est aussi réduire le poids des transports dans le bilan carbone. La réduction des déchets passe également par l'allègement des grammages dans les emballages papier. Or, la logique financière a poussé à la fermeture de nombreuses machines et de sites de production de proximité. L'exemple de Tetra Pak à Longvic est édifiant : le groupe veut fermer le site pour délocaliser en Turquie. Objectif ? Augmenter les profits, au détriment de l'écologie, des emplois et des droits des travailleuses et travailleurs. Ce cas n'est malheureusement pas isolé. C'est le symptôme d'une stratégie à courte vue, dictée uniquement par les exigences des actionnaires. Il est donc urgent de réorienter notre politique industrielle. La France, comme l'ensemble des pays européens, doit retrouver une industrie de proximité, capable de répondre aux besoins réels de la population, et non aux injonctions de la rentabilité immédiate. Enfin, il est inacceptable que la gestion de la récupération des vieux papiers soit aujourd'hui confiée à des sociétés privées, qui dégagent de juteux bénéfices sur le dos des citoyens. Là aussi, une reprise en main publique s'impose, au service de l'intérêt général. /// Cédric Laparlière

## **PPWR, l'art du flou**

### **Un règlement trop discret**

Il faut commencer par le dire clairement : cette nouvelle réglementation, baptisée PPWR, reste largement méconnue dans nos syndicats et dans les comités d'entreprise européens. Les échanges que nous avons eus ces derniers jours le confirment : dans une majorité d'entreprises, les directions n'ont pas pris la peine d'en discuter avec les représentants du personnel.

Et quand il y a eu des échanges, c'est bien souvent à l'initiative des syndicats. Les directions, elles, considèrent que ce sujet ne relève pas de notre champ d'action. C'est inacceptable. Nous ne pouvons pas être mis à l'écart de décisions qui vont fracasser l'organisation du travail et l'emploi.

À ce titre, nous devons saluer le travail d'UNI et d'IndustriALL, qui ont permis de rendre ce texte plus lisible, en le synthétisant à partir d'un document original de plus de 350 pages. Sans leur appui, difficile de s'y retrouver. Cette réglementation européenne est nécessaire. Elle vise à limiter les dégâts environnementaux causés par les emballages, et c'est un enjeu vital pour la planète. Mais ses conséquences sur l'emploi, elles, restent floues. Les projections présentées jusqu'ici ne sont que des simulations. Rien de concret. Et c'est bien là le problème.

Il est urgent que cette réglementation soit accompagnée de textes complémentaires, qui traitent clairement des conséquences sociales de cette transition. Car pour l'instant, seules les dérives apparaissent, dans lesquelles les multinationales s'engouffrent déjà pour préserver leurs marges, en contournant la réglementation, en délocalisant aux frontières de l'Europe, ou en sacrifiant des emplois sans motif valable.

### **« Les patrons s'apprentent à compenser les contraintes environnementales par une casse sociale »**

Le cas de Tetra Pak à Dijon est emblématique : le 20 janvier, le groupe annonce la fermeture du site, sans aucune justification économique. 300 suppressions de postes pour ne pas avoir à faire un investissement mineur. Résultat : la production des briques alimentaires « nouvelle génération »,

sans aluminium et donc plus facilement recyclables, sera délocalisée. Une absurdité écologique, industrielle, sociale. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Alors que la demande mondiale d'emballages continue d'augmenter, les fermetures d'usines se multiplient. Les patrons s'apprentent à compenser les contraintes environnementales par une casse sociale à grande échelle. Ce n'est pas notre vision d'une transition juste, ni d'un avenir digne pour les travailleuses et travailleurs.

Il y a malgré tout quelques signaux positifs. Cette réglementation a provoqué un sursaut en matière de recherche et développement, après des années de coupes budgétaires. Des services renaissent dans plusieurs entreprises. En France, le Centre technique du papier, à Grenoble, en est un bon exemple : en à peine un an, il est passé d'une activité en déclin à une dynamique d'embauches et de dépôts de brevets.

### **« La transition écologique ne doit pas se faire sur le dos des travailleuses et des travailleurs »**

Ce règlement impose des efforts : investissements, réduction des grammages, limitation ou suppression des emballages inutiles. Ces contraintes sont indispensables. Car sans elles, rien ne changerait, et l'environnement continuerait de payer le prix fort. Mais ces efforts doivent aussi bénéficier aux salariés, pas seulement aux actionnaires.

Et ce n'est pas fini : d'autres textes européens sont en préparation, eux aussi potentiellement destructeurs d'emplois dans notre secteur. On parle par exemple de la suppression des notices papier dans les médicaments, ou encore de l'interdiction des prospectus publicitaires. Notre rôle, c'est de peser dès maintenant pour que la transition écologique ne se fasse pas sur le dos des travailleuses et des travailleurs. Il faut des lois pour garantir des emplois durables et qualifiés, pour imposer le maintien des compétences, et pour revaloriser les salaires. Les comités d'entreprise européens doivent voir leurs prérogatives renforcées, afin qu'ils aient un réel pouvoir d'influence sur les décisions stratégiques. Car aujourd'hui, trop souvent, on les consulte a posteriori, quand tout est déjà décidé.

Si cette transition doit être juste, elle doit l'être jusqu'au bout. Pas seulement pour la planète, mais aussi pour celles et ceux qui y travaillent chaque jour. // **Carlos Tunon**





TRÉMA SANTÉ COLLECTIVE ET SURCOMPLÉMENTAIRE

Qui mieux que **Lourmel**  
pour vous parler mutuelle ?

## Transformez vos contraintes en véritables opportunités

**Construisez la solution santé collective qui correspond aux besoins de vos salariés** et renforcez le dialogue social dans votre entreprise. Faites leur bénéficier de garanties essentielles qu'ils peuvent compléter **en toute simplicité avec la surcomplémentaire Tréma Santé Individuelle.**

**Votre conseiller est là pour vous aider à faire un bilan sur votre couverture santé !**  
Contactez-le au 0809 10 28 08\* / ✉ [contact-entreprises@lourmel.asso.fr](mailto:contact-entreprises@lourmel.asso.fr)

Toutes les infos sur [www.lourmel.com](http://www.lourmel.com) | Suivez-nous sur [Linkedin.com/company/groupe-lourmel](https://www.linkedin.com/company/groupe-lourmel)

\* Service gratuit + prix d'un appel

**Lourmel**, partenaire de la protection sociale des industries  
du message imprimé et digitalisé **depuis plus de 70 ans.**



**LOURMEL**  
Agir ensemble pour mieux vous protéger

CGT

# impac

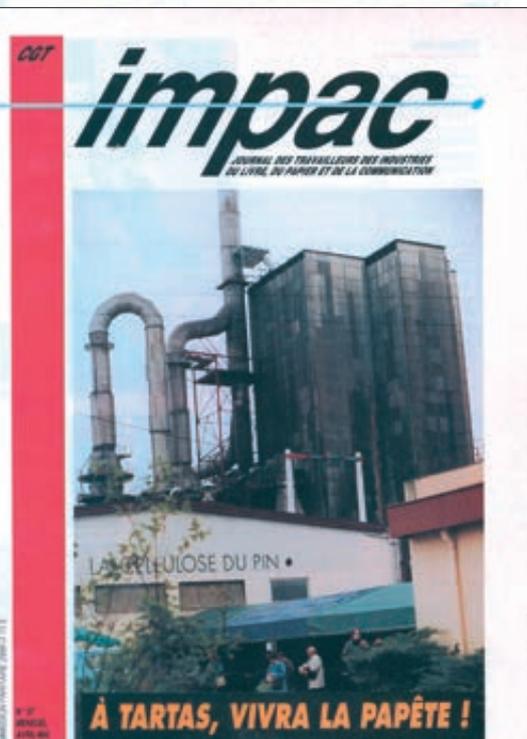
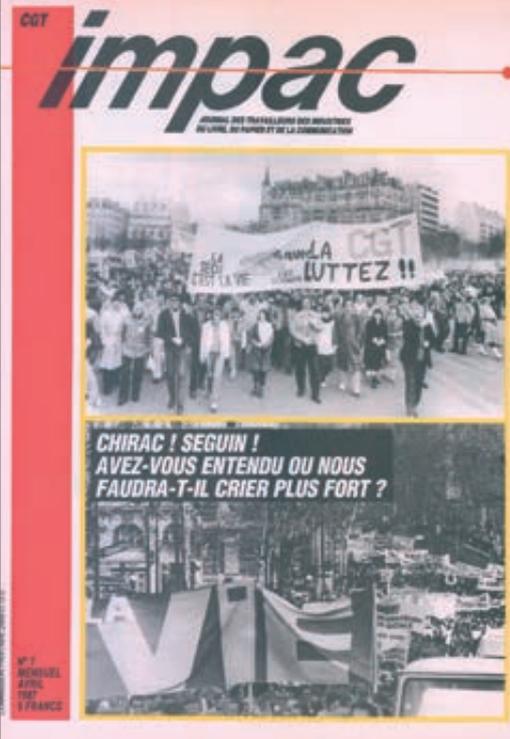
JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES  
DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION



COMMISSION PARTAIRE EN COURS

N° 1  
MENSUEL  
JUILLET-  
AOUT  
1986  
5 FRANCS

**36-86 LE DROIT AUX VACANCES :  
UN BIEN VERT QUINQUAGENAIRE**

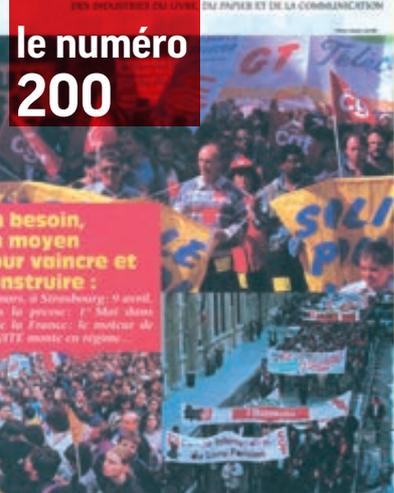


Depuis 1986, les secteurs d'activité de nos filières ont certainement subi les plus importantes transformations technologiques, industrielles et sociales de ces quarante dernières années en France. Au fil de ses 200 numéros, notre (votre) magazine *Impac* a rendu compte de l'ensemble de ces évolutions et de leur impact sur l'emploi, sur nos compétences professionnelles et les conséquences sociales qui en ont résulté pour des milliers de salariés. Rien n'aura été épargné à nos filières : numérisation, concentration, destruction, fermetures, délocalisation. Les titres des couvertures présentées ici témoignent de ces luttes, des réflexions, des réactions qu'elles ont entraînées. Il ne s'agit pas de les regarder avec nostalgie, mais comme l'illustration du combat permanent de la Filpac CGT, depuis sa création, pour la défense des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication.

LA RÉDACTION

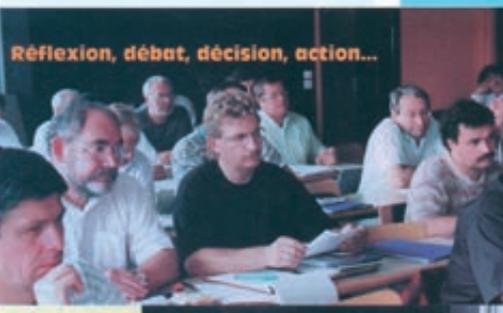


le numéro 200



**Un besoin, un moyen pour vaincre et construire :**  
29 mars, à Strasbourg: 9 avril, dans la presse. 1<sup>er</sup> Mai dans toute la France: le moteur de l'UNITÉ sociale en région...

**9 avril : une grande journée pour la presse** PAGE 7 & 8



Réflexion, débat, décision, action...



**Notre 4<sup>e</sup> Congrès : DISCUTONS-EN !**



**Strasbourg**  
Le congrès se fera d'importantes décisions nécessaires aux changements de la vie syndicale

**« OSONS L'AUDACE ! »**



**NEUF JOURS DE GRÈVE À CONDAT !**



**KOSOVO Non à la guerre !**  
Elevons pour une solution politique et pacifique !

**« FRANCE-SOIR » EN GRAND DANGER**



**OCTOBRE 2000 CONGRÈS EXTRAORDINAIRE FILPAC-CGT**

**LE DÉBAT EST LANCÉ**



**LA SPÉCULATION FINANCIÈRE CONTRE L'EMPLOI**



**ÉCHEC AU PILLAGE**  
**au tour de nos salaires !**



**GRÈVE HISTORIQUE**

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**ÉTATS GÉNÉRAUX**

**LE 7 MARS, LE CEN S'EST TENU CHEZ JOB À TOULOUSE.**

**MESSIEURS (QU'ON NOMME GRANDS), NE LES DÉCEVEZ PAS!**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA PRESSE DÉCÈRE :**

**SOYONS CONQUÉRANTS!**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**L'ensauvagement de la presse?**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**Après le 21 juin... Vigilance d'été Mobilisation de rentrée!**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**numérique enfer libéral ou progrès général?**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**Contributions de la FILPAC au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT**

**Chef-d'œuvre en péril**

CGT - FILPAC

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

• décembre-janvier-février 2017  
CPAP - 0715 07535  
numéro 170

**GRAND FORMAT / PAGE 4**  
La loi Travail est toujours dans le viseur des salariés

**LIBERTÉS SYNDICALES / PAGE 10**  
Quand on criminalise l'action revendicative ou collective

**L'ÉVÈNEMENT / PAGE 28**  
Premières assises des métiers de l'imprimerie

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

• mars 2019  
CPAP - 0715 07535  
numéro 178

**FILIERE PAPIER / PAGE 18**  
ArjoWiggins, Le crève-cœur de Jouy-en-Morin

**L'ÉVÈNEMENT / PAGE 28**  
Venezuela, Cuba, Nicaragua La triple cible de Trump

**ENTRETIEN / PAGE 32**  
Bernard Friot « Nous pouvons organiser nous-mêmes le travail, sans employeurs ni prêteurs »

# impac

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

• décembre 2020 - avril 2021  
CPAP - 0715 07535  
numéro double 184/185

**GRAND FORMAT / PAGE 4**  
Le développement cannibale

**LIBERTÉS PUBLIQUES / PAGE 10**  
Macron joue le séparatisme sur la laïcité

**NUMÉRO SPÉCIAL HISTOIRE / PAGES 39**  
Il y a 150 ans la Commune

**LES 30 ANS DE LA FILPAC-CGT**

PAGE 25 > 30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

**LES RAISONS D'UNE UNION**

**JAUNE OU ROUGE**

**UN MOUVEMENT INÉDIT ET PROFOND**

PAGES 4-16 • GRAND FORMAT  
COMMENTAIRE, ANALYSE, REPORTAGE, CHRONOLOGIE...

**IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE**

LA DERNIÈRE RÉVOLUTION FRANÇAISE  
REPERES CHRONOLOGIQUES ET BIOGRAPHIQUES  
LA SEMAINE SANGLANTE

PAGES 34 > 42 DOSSIER HISTOIRE

CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT  
LOI DEVAQUET  
FRONT NATIONAL  
COHABITATION  
TCHERNOBYL

1986,

# RETOUR VERS LE FUTUR

1986, année charnière s'il en est, dans cette étrange République française où la cohabitation devient le théâtre de loi sordide, de crime policier, et de mensonge d'État. C'est sur ces ruines que naît *Impac*.

JÉRÉMIE DEMAY

**F**rançois Mitterrand joue les sphinx sur son trône présidentiel, tandis que Jacques Chirac s'agite comme un cabri à Matignon. Deux coqs, dans le même poulailler, qui se détestent cordialement mais savent très bien se partager les graines du pouvoir. Et pendant que ces messieurs s'étripent à fleurets mouchetés, trente-cinq députés

du Front national s'invitent au Palais Bourbon grâce à la magie de la proportionnelle. La République les laisse entrer.

Mais la farce ne s'arrête pas là. Tchernobyl explose, l'Europe tremble, l'atome sème la mort invisible sur les blés, les forêts, les toits, les enfants... Sauf en France ! Miracle : le nuage radioactif s'est arrêté à la frontière, poliment, comme un touriste suisse sans passeport. Ça rit jaune dans les campagnes, ça tousse un peu plus fort dans les villes, mais le pouvoir jure que tout se passe bien.

## Socialisme, gouvernement et casseroles

Et pendant qu'on se paie la tête du bon peuple avec des histoires de vent propre, l'État grignote tranquillement la caisse : Carrefour du développement, fausses factures, financements occultes, dépenses personnelles... une escroquerie bien dodue de 20 à 27 millions de francs ! Tout ça sous l'œil distrait de Christian Nucci, ancien ministre de la Coopération. La Cour des comptes finit par tirer la sonnette d'alarme. Trop tard, l'argent a filé, comme d'habitude. Il sera condamné plus tard.

Un autre drame survient. Dans les rues, les étudiants contestent la réforme Devaquet, cette machine à broyer les gueux avant l'entrée à l'université. Sélection, mise en concurrence des facs, frais en hausse... Mais la jeunesse se cabre et descend dans la rue. L'État envoie ses voltigeurs, ces messieurs sans visage, sans âme, sans cervelle peut-être, qui tabassent à mort Malik Oussekiné jusque dans un hall d'immeuble. Devaquet démissionne dans la honte. Malik, lui, ne se relèvera pas.

À Matignon, Chirac commence une partie de Monopoly. Il privatise à tour de bras, ferme la porte aux immigrés, taille dans les droits. Le SMIC végète à 26,92 francs de l'heure (4,11 euros). Le chômage



grimpe, l'inflation se tortille, l'économie fait la morte pendant que les grands patrons comptent leurs lingots.

Pendant ce temps-là, les Français pianotent sur leur minitel rose ou marron, selon les humeurs, regardent six chaînes de télévision qui radotent en boucle et achètent des vinyles : Image braille *Les Démons de minuit*, Stéphanie de Monaco souffle *Comme un ouragan*, et le groupe Europe s'égosille sur *The Final Countdown*. La bande-son d'un pays qui s'endort.

### Filpac, Impac

Mais dans ce paysage de ruine morale, une lumière pourtant : la CGT annonce, en juillet 1986, la naissance de la Filpac et la sortie du premier numéro d'*Impac*. Dans ce vieux monde qui se privatise, il reste des syndicalistes pour imprimer du papier, noircir des feuilles, réveiller les consciences. Le comité de rédaction ? Michel Muller, secrétaire fédéral, tient la barre ; Hervé Ropert pilote la rédaction en chef. Autour d'eux, Pierre Dauvergne, Denise Lacour, Bernard Regnier, Jean-Claude Raffanel, Jacques Salat. Les photographes Guy Ladeveze et Daniel Homeau fixent l'époque sur pellicule, Jacques Vermeersch façonne la maquette. Et le logo ? « Un logo... pour l'action. Gageons que le nouveau logotype de la Filpac CGT sera présent partout où les travailleurs de nos professions auront à défendre leurs intérêts ! »

Dans les pages d'*Impac*, un article raconte le premier congrès de la Filpac, et la fameuse tombola ! « La vente de bons de soutien lancée à l'occasion du premier congrès (...) a d'ores et déjà obtenu un franc succès. Malgré cela, de nombreuses organisations de notre fédération, pour diverses raisons, sont restées à

**Mais dans ce paysage de ruine morale, une lumière pourtant : la CGT annonce, en juillet 1986, la naissance de la Filpac et la sortie du premier numéro d'*Impac*.**

*l'écart de cette initiative. Des milliers de travailleurs du Livre et de Papier sont ainsi pénalisés de ne pas pouvoir participer au tirage de la tombola. Qu'ils ne se désolent pas. Dans un souci d'impartialité, la direction de la Filpac-CGT a décidé de prolonger les ventes (...) Le principal lot, car il y en a beaucoup, est une Renault 5. » Une R5, grand luxe ! Mieux qu'un abonnement au minitel !*

En couverture, un hommage au droit aux vacances. 50 ans de congés payés. « 36 - 86, le droit aux vacances : un bien vert quinquagénaire ». Un article rappelle une conviction fondamentale de la CGT avec une prose pacifiste contre les va-t-en-guerre yankees qui bombardent la Libye, le Mozambique, l'Angola. « La Filpac-CGT : isoler les va-t-en-guerre ! », clame le papier. Et rappelle : « La paix est une revendication prioritaire de la CGT, et ce sont bien les travailleurs qui, par leur mobilisation la plus large, peuvent isoler les "va-t-en-guerre" que la société capitaliste génère. » Qu'ils aillent vendre leur poudre ailleurs, ces marchands de mort !

Voilà, 1986. Année de mensonges, de sang versé, de magouilles, mais aussi d'espoir têtue. L'espoir des ouvriers qui impriment encore des journaux, qui fabriquent encore du papier, qui rêvent encore d'un monde moins pourri que celui-là. ●



# 1986 LA PRESSE HERSANISÉE

JÉRÉMIE DEMAY

**Les temps changent, mais les poisons restent. La crise de la presse du début des années 1990 et celle d'aujourd'hui présentent des similitudes troublantes : concentration des titres, perte de confiance envers les journalistes, érosion du lectorat, uniformisation des lignes éditoriales. Il suffit parfois de remplacer Hersant par Bolloré, et les maux restent tristement les mêmes.**

**D**ès son deuxième numéro, *Impac* s'inquiétait de la voracité de Robert Hersant pour la presse française. L'homme, ex-collabo recyclé en magnat de la presse, condamné à l'indignité nationale avant d'être gracié par commodité politique, n'a jamais eu d'autre ambition que d'asseoir son influence par les médias. Passé du nazisme à l'UDF sans grande difficulté, il finira par contrôler un tiers de la presse française, avec dans sa gibecière *Le Figaro*, *France Soir*, et quantité de journaux régionaux. Tout en siégeant tranquille à l'Assemblée nationale.

**« Hersant, ici son fils, fait main basse sur le quotidien régional rémois, et ceci au mépris même de cette pauvre loi sur la presse »**

Sa méthode ? Simple, brutale, efficace : reprise en main, purges, chasse aux plumes trop libres, et mise à l'écart de la CGT. En 1986, alors que le fils, Philippe Hersant s'empare de *L'Union de Reims*, *Impac* publie un dossier,

## **Sa méthode ? Simple, brutale, efficace :** reprise en main, purges, chasse aux plumes trop libres, et mise à l'écart de la CGT.

notamment un encadré intéressant, citant un article paranoïaque du *Figaro* de 1983 : « *Ce qui vient de se dérouler à Reims est le symptôme qui permet de prévoir l'écllosion d'une maladie contagieuse et épidémique : la soviétisation des entreprises. Ce processus révolutionnaire est simple : profitant de l'affaiblissement économique, l'aggravant par des exigences et des grèves qui rendent l'organisme exsangue, les syndicats CGT viennent par un véritable coup de force de faire main basse sur le quotidien régional L'Union de Reims en nommant un directoire composé de quatre membres ouvriers du livre sans aucun vote préalable de l'ensemble du personnel.* » La rédaction ironise et imagine, avec un siècle d'avance, le copier-coller à venir : « *Ce qui vient ce jeudi 3 juillet 1986 de se dérouler à Reims est un fait qui confirme le développement d'une maladie dangereuse : la hersanisation des entreprises multimédias. Ce processus capitaliste est simple : profitant, et suscitant si besoin est, l'affaiblissement économique des entreprises de presse, Hersant, ici son fils, fait main basse sur le quotidien régional rémois, et ceci au mépris même de cette pauvre loi sur la presse si chère à Monsieur Caillavet (sénateur qui avait tenté de lutter contre la concentration des médias. Ndlr.)* »

### **Offrir un journal à un squalo indifférent à l'information**

Pour prendre *L'Union*, Philippe Hersant joue la carte de l'augmentation de capital, impossible à refuser pour les associés. La CGT, elle, avait proposé un prêt public. Refusé. Le gouvernement socialiste de Fabius préparait peut-être déjà sa doctrine de vie : « *Responsable mais pas coupable* ». En somme, offrir un journal à un squalo indifférent à l'information. Les conséquences sont immédiates : services supprimés, enfin mutualisés, journalistes poussés à la clause de conscience, et chantage à la mutation comme technique d'épuration. Dans une interview publiée dans ce dossier, Denise Lacour interroge Gilles Rousseau, délégué syndical, qui raconte : « *La mise au pas des journalistes est déjà mise en application par le biais d'une décentralisation départementale des éditions. Des conditions draconiennes de mutation leur sont proposées qui les contraignent à faire jouer la clause de conscience, afin de ne pas être licenciés pour fautes professionnelles dans les mois qui suivront. (...) Notre souci de la bonne information dans le journal vient du fait que nous la considérons liée aux emplois. La baisse des ventes provoquera (d'autres) régressions.* »

La Filpac CGT tire la sonnette d'alarme. Quelques mois après ce premier article, elle publie un numéro spécial décortiquant l'empire Hersant dans ses moindres recoins : licenciements massifs, éditorialisation à la chaîne, contenus lissés et édulcorés, stratégie de rentabilité à courte vue.

### **40 % de la presse écrite**

Car Hersant, pour les plus jeunes qui n'auraient connu que Bolloré ou Saadé, pesait près de 40 % de la presse écrite à son apogée. Pour contourner les lois sur la concentration, il scinde son empire, Socpresse d'un côté, *France-Antilles* de l'autre, l'un aux mains du père, l'autre du fils. Parmi ses trophées, *Le Figaro*, *L'Aurore*, *France Soir*, *Le Progrès*, *Le Dauphiné Libéré*, *Le Bien Public*, *La Voix du Nord*, *Nord*

*Éclair*, *Presse Océan*, *Centre Presse*, *France-Antilles*, *Midi Libre*, *Nice Matin*, *L'Express*... En plus, il prend des parts dans la chaîne de télé La Cinq aux côtés d'un certain Silvio Berlusconi. Tout un poème.

Mais ce mastodonte médiatique est criblé de dettes. À partir du milieu des années 1990, il vacille, incapable de comprendre les évolutions du marché : lecteurs en baisse, pub en berne, réseaux de distribution obsolètes, centres-villes désertés.

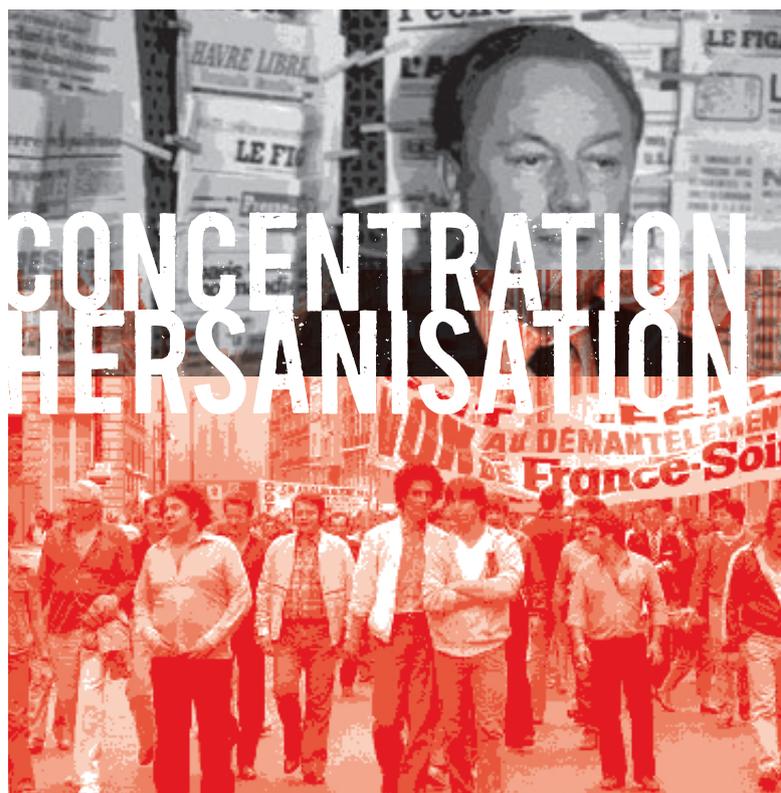
Quand Robert Hersant meurt en 1996, il laisse à son fils un empire en ruines. Tout est progressivement bradé à Dassault, Tapie, ou à des groupes comme Ouest-France ou L'Est Républicain. D'autres titres, comme *France-Antilles*, ne trouvent pas reprenneur. Liquidés.

### **« Exiger le pluralisme et la pluralité des titres »**

La Filpac CGT, par la voix de Michel Muller, conclut les États généraux de la presse (novembre 1992) sans attaquer frontalement la concentration. Il préfère rappeler l'importance du pluralisme :

« *Le débat sur le contenu est essentiel dans notre stratégie. Que l'on se comprenne bien : il n'est pas l'objectif de la Filpac de changer la ligne éditoriale de tel ou tel quotidien. La question est ailleurs : il s'agit bien d'exiger le pluralisme et la pluralité des titres. Pluralisme pour refléter les débats et opinions qui traversent la société française, pluralité pour faire vivre les journaux qui, par leur diversité, contribuent à alimenter ces débats. Une phrase de Beuve-Méry illustre bien notre idée : « L'objectivité n'existe pas, l'honnêteté si ! » Il ne s'agit pas d'exiger plus que cela.* »

Trente ans plus tard, cette exigence est plus actuelle que jamais. Quand la presse devient un jouet entre les mains des puissants, elle n'éclaire plus rien. Elle sert et elle trahit. Mais si l'on refuse de choisir entre les Hersant et les Bolloré, il faudra tôt ou tard retrouver le sens des mots, le courage des journalistes, et la liberté des lecteurs. ●



# 1987 LA RÉPRESSION SYNDICALE, UN ART D'ÉTAT

JÉRÉMIE DEMAY

**Quelle que soit l'époque, quel que soit le bord politique, les gouvernements partagent une passion commune pour un loisir aussi vieux que la République : la répression violente.**

Les forces de l'ordre, qui devraient garantir le droit de manifester, préfèrent souvent composer des symphonies de matraques, de gaz lacrymogène et de tirs de LBD dans les yeux. Pas de dialogue, pas de contradiction : taper pour faire taire. Une certaine version du débat démocratique. Quand les coups pleuvent, la justice veille. Mais pas



René Bouyrie, blessé, évacué par ses camarades après l'agression policière.

sur les manifestants, bien sûr, elle ferme les yeux, systématiquement. Prenons un exemple. Le 24 septembre 1987, le numéro 12 d'*Impac*, revient sur une histoire qui pourrait très bien se dérouler aujourd'hui. Une manifestation de soutien se tient devant le tribunal du Mans. Des centaines de travailleurs du livre sont là. Les délégués de LTR à Spay sont condamnés « à la demande de Kimberly-Clark à payer huit cent quatre-vingt mille francs d'amende, précise *Impac*. Ce jour-là, nos camarades étaient convoqués par la juge

---

**« Alors que tout se passait dans le calme, l'attaque policière a été d'une extrême violence. Sans sommation, matraques et gaz ont fait de nombreux blessés. René Bouyrie, secrétaire fédéral, qui tentait de s'opposer à l'agression, a été grièvement blessé à la jambe. »**

---

*pour s'entendre notifier les modalités de paiement de l'amende par saisie-arrêt sur leur paie. »*

#### **Fracture ouverte de la rotule**

Tout se déroule dans le calme. Jusqu'au moment où les flics chargent. « *Alors que tout se passait dans le calme, l'attaque policière a été d'une extrême violence. Sans sommation, matraques et gaz ont fait de nombreux blessés. René Bouyrie, secrétaire fédéral, qui tentait de s'opposer à l'agression, a été grièvement blessé à la jambe. Quatre autres camarades ont été également atteints par les coups des flics en furie.* »

À côté de l'article, une photo dans laquelle René Bouyrie est soutenu par deux camarades, tentant de s'extraire de la horde de CRS. Direction l'hôpital. Bilan : fracture ouverte de la rotule. Il sera opéré d'urgence.

Une plainte est évidemment déposée. Quand le jugement tombe, *Impac* fulmine : « *Après huit mois de procédures douteuses, aucun témoin direct des violences qui ont eu lieu dans l'enceinte du Palais de justice n'a été entendu. Seul un témoin se trouvant à l'extérieur a été convoqué. Madame le juge Legrand prononce un non-lieu... faute de preuve, dit-elle. Eh bien, les preuves que nous lui avons apportées, nous les rendons publiques. À vous de juger !* »

#### **« Au premier plan, le policier auteur de l'agression introuvable »**

Quelles preuves ? Une belle photo, pleine page : un CRS, casqué, ganté, visière levée, visage découvert, debout avec ses collègues devant un mur. En reprenant le vocabulaire policier, il serait décrit comme « *un individu a fortiori de type caucasien. Uniforme foncé avec une chemise blanche et un nœud de cravate sombre qui apparaît de manière affirmative de son uniforme susmentionné. Son visage est fin et fermé.* » La légende ? Cinglante : « *Au premier plan, le policier auteur de l'agression introuvable selon Madame le juge !* » Mais dans son jugement,

elle écrit ceci : « *Au cours de la bousculade, l'un des manifestants, René Bouyrie, probablement (sic) sous la poussée de la foule de ses amis, faisait une chute dans l'escalier qui devait entraîner pour lui fracture de la rotule. L'intéressé a prétendu que sa chute avait été provoquée par les coups qu'il avait reçus des policiers. D'après lui, c'est le sous-brigadier Bounous qui avait commencé par le frapper alors qu'il est établi que les bâtons de défense avaient été utilisés par les policiers, non pas pour repousser les manifestants, mais pour assurer leur propre défense et pour protéger leurs camarades qui se trouvaient en danger. Il a été constaté que les pieds de l'une des tables qui se trouvaient dans l'un des couloirs du tribunal avaient été démontés pour être utilisés comme gourdins. Il n'a pas été possible de déterminer avec précision dans quelles circonstances précises René Bouyrie était tombé dans l'escalier, ni l'origine des ecchymoses dont il fait état.* »

#### **Présomption de mensonge**

Pour résumer, René Bouyrie sait parfaitement quel policier l'a agressé, mais comme la juge n'a pas de preuve (comme elle n'en a pas cherché), il est présumé menteur. Les policiers, eux, brandissaient la matraque par pur réflexe défensif. Ces poètes de la bavure n'auraient blessé personne, bien sûr. Ce n'est pas le genre de la maison. Surtout, inutile d'entendre les témoins. Madame le juge était tellement certaine de l'issue qu'elle n'a auditionné personne. Pas vu, pas pris !

Mais réjouissons-nous, la justice a fait d'énormes progrès depuis. Aujourd'hui, même avec des vidéos en haute définition montrant des CRS ou des voltigeurs de la BRAV-M en train d'insulter, frapper, mutiler des manifestants, l'issue reste souvent la même : classement sans suite. Plus besoin de procès, c'est direct pouibelle. Un gain de temps formidable. Pour les quelques procédures qui vont jusqu'au bout ? Des sanctions ridicules, quand il y en a. Comme le disait Coluche dans un sketch : « *Ah non ! Mais on rigole pas avec ces trucs-là hein ! Parce qu'au bout de 30 avertissements, on peut avoir un blâme ! Et au bout de 30 blâmes, on passe devant un conseil de discipline et on peut être dégradé ! Robert, il s'en fout, lui, il est pas gradé !* » Les uniformes restent, les coups pleuvent, et la démocratie s'évapore sous les matraques. ●

---

**« (...) Il n'a pas été possible de déterminer avec précision dans quelles circonstances précises René Bouyrie était tombé dans l'escalier, ni l'origine des ecchymoses dont il fait état. »**

**Extrait du jugement rendu**

---

# L'IMPAC ET SON TEMPS : UNE CHRONOLOGIE 1986-2025



## 1986

16 mars : élections législatives, la droite obtient la majorité absolue (de justesse), 37 députés du Front national arrivent à l'assemblée. Chirac Premier ministre.

**12-16 mai : congrès de Bombannes (Gironde), création de la Filpac CGT**, Michel Muller est élu secrétaire général.

**Printemps-automne : conflit imprimerie Chêne Cazères à Arcueil**, menacée de liquidation.

8 juin : suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

27 novembre : sommet des manifestations étudiantes contre la loi Devaquet

décembre-janvier 87 : les premières ordonnances Seguin sur la modulation du temps de travail sont bloquées par le conseil constitutionnel.

## 1983-1990

**Interminable lutte contre la liquidation de l'Imprimerie Del Duca (Télé poche, Point de vue images du monde, etc.) à Maisons-Alfort, qui, reprise par son personnel en lutte (Daniel Légerot) à partir de 1987 fermera définitivement en 1990.**

## 1987

11 juin : vote de la loi d'aménagement du temps de travail (modulation des horaires et travail continu pour raisons économiques)



**Automne : René Bouyrie, représentant fédéral de la Filpac**, venu soutenir des salariés Kimberly Clark accusés à tort, est tabassé dans le tribunal du Mans par la police.

## 1988

8 mai : réélection de Mitterrand.

**Juin-juillet : conflit emblématique et violent (puis victorieux) avec l'imprimerie Jean Didier qui exigeait le licenciement de 19 délégués CGT.**

Le livre CGT décide d'en faire une lutte exemplaire (destruction d'exemplaires imprimés, interruption de livraisons). Jean Didier fera appel à des vigiles armés de fusils à pompe (!) pour faire feu sur les manifestants. Les délégués CGT seront réintégrés après négociation entre Roger Lancry (comité intersyndical Livre parisien) et Jean Didier par l'entremise de Jean Miot (syndicat patronal presse parisienne).

## 1986-1989

**Réintégration de Pierre Lebrun, figure emblématique de la lutte des Pap'chap** (nov 83) après 3 ans de lutte pour contester

un licenciement abusif. **Réintégration de Madeleine Fontelle chez Avery SA après 3 ans de lutte**, de pression, de flicage, de harcèlement moral...

## 1991

**Traversée du tunnel sous la Manche (alors en construction) par une délégation du Livre CGT** pour interpellier Robert Maxwell (principal actionnaire) sur le sort de l'imprimerie François.

## 1992

31 janvier : Louis Viannet remplace Henri Krasucki à la tête de la CGT.

## 1992

**6 mois de lutte chez Sopalin pour contester une réorientation de la production qui mettait 312 salariés sur le carreau.** Lutte qui ira jusqu'à une campagne de boycott des produits validée par les tribunaux qui admettront que le droit de grève peut atteindre cette extrémité.

## 1993

15 mars : + de 3 millions de chômeurs en France, 11 % de la population active.

28 mars : retour de la droite à l'Assemblée nationale, Balladur Premier ministre.

## 1994

**131 jours de lutte chez Tartas avec le soutien de la population locale et la Filpac. L'emploi a été préservé : 298 CDI.**

## 1994

23 février : décrets d'application sur le CIP (contrat d'insertion professionnelle) qui rémunère les jeunes de moins de 25 ans à 80 % du smic.

## 1995

7 mai : Jacques Chirac est élu président de la République.

17 mai : Alain Juppé, désigné Premier ministre.



15 novembre : annonce du plan Juppé de réforme de la sécurité sociale.

24 novembre : début de la grève des cheminots contre la réforme Juppé qui fait tache d'huile et s'amplifie en vaste mouvement social général.

21 novembre : sommet social à Matignon, qui conclut le mois de contestation sociale  
**Début du conflit NMPP (puis Prestalis) qui va subir de multiples plans sociaux et verra le système de distribution équitable de la presse établi en 1945 pulvérisé sur l'autel du profit.**

**Début du démantèlement de l'Imprimerie nationale qui devient une SA avec une disparition progressive des différents sites de production jusqu'en 2007 et de multiples luttes pour préserver l'emploi.**

## 1996

11 juin : loi Robien sur l'aménagement du temps de travail (réduction du temps de travail pour permettre de nouvelles embauches ou éviter le plan de licenciement). Elle sera effacée par la loi sur les 35 heures.

## 1997

1<sup>er</sup> juin : victoire de la gauche aux législatives qui ont suivi la dissolution du 21 avril. Jospin Premier ministre.

**20 mois de lutte chez Morel Barneron Valreas.**

## 1998

13 juin : vote de la loi Aubry sur les 35 heures, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 99 dans les entreprises de plus de 20 salariés et obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans toutes les entreprises.

## 1999

5 février : Bernard Thibault remplace Louis Viannet à la tête de la CGT.

## 2001

**15 avril : fermeture de Job à Toulouse après 6 années de lutte.** Les salariés arrachent un plan social de qualité avec des garanties d'accompagnement. Le site industriel sera sauvegardé et inclus dans un programme patrimonial local de qualité conduit par l'association l'Après-Job.

## 2002

21 avril : Le Pen au deuxième tour de la présidentielle, Jospin quitte la politique. Chirac réélu avec un score de république bananière (82 %).

16 juin : la droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée.

**Luttes exemplaires pour sauver 960 emplois sur les sites des Cartonnages de France** (Saint-Germain, Cholet, Strasbourg) repris par un groupe suédois. Seul le site de Cholet sera sauvé.

## 2003

7 mars : Dominique de Villepin prononce un discours contre la guerre en Irak à l'ONU.

## 2005

27 octobre-2 novembre : émeutes dans les banlieues françaises à la suite de la mort de deux mineurs pourchassés par la police et électrocutés dans un transformateur électrique.

## 2006

16 janvier : présentation du CPE (contrat première embauche) par Villepin. Le mouvement de contestation à cette mesure durera 2 mois.

Le 28 mars, c'est 3 millions de personnes qui défilent dans les rues de France contre le CPE.

**Stora Enso Corbehem est démantelé progressivement par la maison mère pour délocaliser la production en Amérique latine. Près de mille salariés lutteront durant près de 8 ans pour sauver le site.**

## 2007

6 mai : Sarkozy est élu avec 53 % des voix président de la République.

17 mai : François Fillon nommé Premier ministre.

## 2008

**Les Papeteries de Voiron deviennent Vertaris sauvées par l'énergie du syndicat local CGT et de salariés qui perpétuent la production.**



## 2009

19 mars : La mobilisation interprofessionnelle, organisée à l'appel des huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, Solidaires, etc.) et portant sur l'emploi et le pouvoir d'achat, rassemble, dans plus de deux cents villes en France, entre 1,2 million et 3 millions de personnes.

**À l'annonce de la fermeture du site, les 350 salariés de MReal Alizay se mobilisent avec le soutien de la population et des élus.** La mairie et le CG éviteront la fermeture en rachetant l'entreprise et en la revendant à un repreneur évitant la stratégie de fermeture des propriétaires initiaux.

## 2010

Février : Marc Peyrade remplace Michel Muller à la tête de la Filpac CGT.

**Luttes à RotoGaronne, Mediapost Wittenheim, Europac Papeterie de Rouen...**

16 avril > mai 2010 : le mouvement social contre la réforme des retraites en France en 2010 (l'âge légal devant passer de 60 à 62 ans) a mobilisé à huit reprises plusieurs millions de salariés dans les secteurs public et privé.

## 2012

6 mai : élection de François Hollande à la présidence de la République.

17 juin : élection législatives, le PS obtient la majorité absolue.

**Lutte pour sauver Hélio Corbeil : les 80 salariés mettent en place une coopérative et redémarrent l'activité.**

## 2013

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur du CICE (Crédit d'impôt pour la collectivité et l'emploi), destiné à relancer l'investissement et la création d'emplois, il va être détourné grossièrement par les grandes entreprises qui vont littéralement se goinfrer et faire de l'optimisation fiscale.

Mars : Thierry Lepaon remplace Bernard Thibault à la tête de la CGT.

16-29 avril : présentation et validation du plan d'économie de 50 milliards d'euros : gel des prestations sociales, du point d'indice des fonctionnaires, et des retraites,



réduction de 10 % des dotations de l'État aux collectivités locales.

Octobre : en Bretagne, mouvement des bonnets rouges contre l'écotaxe (taxation des poids lourds). Le gouvernement recule et supprime l'écotaxe.

#### 2014

**10 avril : Le conflit chez Arjo Wizernes commence (il va durer deux ans) pour sauvegarder l'activité papetière.**

**14 novembre : nouvelle restructuration de Chapelle Darblay. UPM (le repreneur) décide de l'arrêt d'une des machines (à papier journal) avec 196 licenciements. Baladés par les pouvoirs publics, les salariés n'auront été soutenus que par les mairies communistes du bassin (Oissel, Grand-Couronne, Saint-Étienne-du-Rouvray...).**

#### 2015

7 janvier : attaque terroriste à *Charlie Hebdo* (12 morts.)

Février : Philippe Martinez remplace Thierry Lepaon (démissionnaire pour faits d'abus de biens sociaux) à la tête de la CGT.

11 juillet : loi Macron, fourre-tout de relance

qui légalise le travail le dimanche, étend le travail de nuit, plafonne les indemnités de licenciement et dérègle les tarifs des professions réglementées.

13 novembre : attaque terroriste au Bataclan et aux terrasses de l'est parisien (130 morts).

#### 2016

**Mars : réélu en novembre 2015 lors du 8<sup>e</sup> Congrès, Marc Peyrade démissionne de ses fonctions (pour raisons de santé), Patrick Bauret est élu secrétaire général de la Filpac CGT.**

17 avril : loi El Khomri dite loi Travail qui permet aux entreprises de s'affranchir des normes pour moduler le temps de travail et les conditions du licenciement. Extension de la primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche dans le domaine des salaires. Simplification du Code du travail, réforme de la saisine des Prud'hommes, plafonnement des indemnités de licenciement, fusion des postes de représentants du personnel.

31 mars - début mai : Nuit debout place de la République contre la loi Travail.

16 mai-14 juin : manifestations monstres dans tout le pays contre ces lois.

5 juillet 2016 : le texte est définitivement adopté via l'art. 49-3.

**26 août 2016 : décès de Marc Peyrade**  
**Dépôt de bilan de Paris Normandie, les salariés avec le soutien du syndicat CGT élaborent une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) pour sauvegarder les emplois.**

**Après plus de deux ans de harcèlement et de placardisation, le tribunal de Bobigny établit qu'Aldo Pometti est victime de harcèlement et de discrimination syndicale et condamne l'employeur à le réintégrer avec dédommagements.**

**7 décembre : premières assises des Métiers de l'Imprimerie organisées par la Filpac à Montreuil.**

**8 décembre 2016 : 30 ans de la Filpac.**

#### 2017

7 mai : élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République

**18 mai : Assises du Livre organisées par la Filpac à Montreuil.**

22 septembre : réforme du Code du travail par ordonnances. Création du CSE qui remplace le CE et le CHSCT. Négociations directes dans les PME entre patrons et salariés en dehors des accords de branche. Septembre-octobre : nouvelles manifestations contre ces suites de la loi Travail.

**Octobre : Philippe Carli, nouveau pdg du groupe Ebra (ancien pôle presse Crédit mutuel) entame sa stratégie de réduction**

**des effectifs, regroupements de centres d'impression, rétrécissement de la distribution de la PQR Grand Est, la Filpac organise la résistance.**

**Octobre : les salariés de Paris Normandie, avec le soutien de la Filpac, mettent en place une SCIC pour contrer le groupe Rossel qui voulait mettre la main sur le titre et supprimer près de 90 emplois.**

**Octobre : Arjo Wizernes toujours en lutte après 44 mois de mobilisation et d'occupation du site.**

**Décembre : suite à des conditions de travail et de sécurité dégradées, les salariés de Chapelle Darblay font valoir leur droit de retrait.**

#### 2018

18 octobre : début du mouvement spontané des gilets jaunes, motivés initialement par une énième hausse des carburants.

Le mouvement organisé via les réseaux sociaux s'étend sur tout le pays.

Octobre 2018-mars 2019 : manifestations (souvent violentes) tous les samedis. Le mouvement, incapable de s'organiser politiquement, finira par s'essouffler faute de leader charismatique.

**11 septembre 2018 : après 1615 jours de lutte, Wizernes est repris par le groupe Wizpaper, Sequana jette l'éponge, une partie des emplois est temporairement préservée.**

**21 novembre : Chapelle Darblay fête 90 ans de luttes sociales et d'histoire industrielle.**

#### 2019

18 juillet : rapport remis au Premier ministre pour une nouvelle réforme des retraites (64 ans).

5 décembre : première manifestation de plus de 1 million de personnes contre cette réforme.

Décembre-janvier 2020 : plusieurs journées nationales de manifestations qui rassembleront près de 5 millions de personnes dans tout le pays. Grèves dans les transports.

**16 janvier : liquidation de l'imprimerie Crèvecoeur de Jouy-en-Morin, spécialisée dans l'impression de documents officiels (cartes grises, passeports, cartes d'identité...) : 220 salariés sur le carreau.**

**6 avril : la CSTP (Chambre syndicale de la typo parisienne) devenue info'com fête ses 180 ans !**

**11 octobre : Alice Gorlier, responsable syndicale chez Ondulys est licenciée après deux ans de harcèlement, pressions et menaces, malgré l'avis défavorable de l'inspection du travail.**

**20 novembre : le groupe UPM annonce la fermeture de Chapelle Darblay.**

## 2020

Janvier : début de la pandémie de covid-19 (qui va interrompre toute forme de contestation sociale).

17 mars-11 mai : premier confinement, couvre-feu, autorisations de sorties limitées, etc.

30 octobre-15 décembre : deuxième confinement... En 2021, l'épidémie aura tué près de 116 000 français, provoqué l'hospitalisation de 460 000 personnes et profondément affecté notre système de santé.

**Avril : le 9<sup>e</sup> congrès de la Filpac est reporté « sine die ».**

**6 octobre : Alice Gorlier est condamnée en correctionnelle pour injure publique suite à un dessin de Rust pas du tout apprécié (et mal interprété) par le directeur Éric Gheysens. Alice fait appel.**

## 2021

Janvier : Covid 19, troisième couvre-feu renforcé sur l'ensemble du territoire.

Déconfinement, reconfinement de certains départements, la plaisanterie va durer près de 6 mois.

Avril : *Impac* sort un numéro consacré au 150<sup>e</sup> anniversaire de La Commune de Paris.

**18 octobre : suite du feuilleton grotesque Ondulys contre Alice Gorlier qui est enfin relaxée de l'accusation d'injure publique en appel.**

**18 novembre : la Filpac organise un forum du journalisme pour dresser un état des lieux (métiers, influence du web, censure, etc.)**

## 2022

24 avril : réélection d'Emmanuel Macron.

16 mai : Elisabeth Borne, Première ministre  
19 juin : second tour des législatives, majorité relative pour la République en marche.

Décembre : à la fin de ce mois, Elisabeth Borne aura eu recours près de 10 fois au 49.3 pour faire passer ses textes.

**Mars : Le projet de reprise d'une partie des activités de la papeterie de Bègles, porté par un collectif où la Filpac CGT était bien représentée, tombe à l'eau. En cause : l'inertie politique et la surdité sélective d'Etex et des politiques locaux.**

**4-8 avril : 9<sup>e</sup> congrès de la Filpac, Carlos Tunon est élu secrétaire général et remplace Patrick Bauret à la tête de la Filpac CGT.**

## 2023

10 janvier : Elisabeth Borne, présente son projet de réforme des retraites.

19 janvier : début des manifestations contre la réforme des retraites avec près de 2 millions de manifestants ce jour.

7-20 mars : journées de manifestations contre la réforme avec un pic le 20 avec 3,5 millions de manifestants.

31 mars : Sophie Binet (première femme élue à la tête de la CGT) remplace Philippe Martinez.

14 avril : le conseil constitutionnel valide l'essentiel de la réforme qui est promulguée peu après.

Octobre : l'Élysée lance les États généraux de l'information censés réinventer l'information en France avec la participation des grands propriétaires des médias et leurs salariés, mais... pas les syndicats représentatifs de la filière.

**Juillet : la papeterie de Stenay sauve (temporairement) ses 130 emplois, devient Stenpa, grâce à l'action de la Filpac CGT et échappe à l'actionnaire Alhstrom.**

## 2024

9 janvier : Gabriel Attal est nommé Premier ministre.

**Mars : création de la section Filpac CGT Puy-de-Dôme (63).**

9 juin : élections européennes et succès du RN, Macron annonce la dissolution de l'Assemblée.

**Avril : Stenay ne fêtera pas cette année, comme prévu, les cent ans de sa papete : Accursia, le repreneur jette l'éponge (sabotage calculé avec Alhstrom ?) et met 124 salariés sur le carreau.**

**Juin : Les dirigeants de RDM Blendecques (Nord-Pas-de-Calais) veulent mettre la clé sous la porte. Plus de 170 emplois sont menacés. Les arguments économiques avancés ne tiennent pas la route. Une étude d'une agence de notation met en exergue les mensonges de la direction.**

**Juin : Tartas fête les 30 ans de la lutte de 1994.**

**Juin : la Filpac lance le Filpac Tour Presse pour aller à la rencontre des professionnels de la presse.**

**Juillet : Gascogne fête les 10 ans de la reprise de l'entreprise et la sauvegarde de 1000 emplois grâce à la ténacité de la Filpac CGT et de l'intersyndicale unie.**

7 juillet : deuxième tour des élections législatives, majorité relative de la gauche, la RN n'est pas en position de postuler pour diriger le gouvernement. Début de l'interminable « gestion des affaires courantes » au cours de l'été, Macron consulte mais écarte l'hypothèse d'un ou d'une Premier.e ministre de gauche  
26 juillet-11 août : parenthèse des JO de Paris.

5-21 septembre, Barnier nommé Premier ministre (enfin) forme son gouvernement.  
15 septembre : les conclusions des États généraux de l'information sont rendues

par leurs rapporteurs, 7 millions d'euros d'organisation dépensés sur 2 ans pour apprendre que tout change mais que rien ne change...

**10 octobre : la Filpac organise les Assises du Handicap.**

**Octobre : liquidation chaotique et scandaleuse de Millee (distribution), 10 000 salariés licenciés en 2 fois, dont 1/3 sans document de licenciement ni indemnités. Multiples procédures encore en cours...**

4 décembre, Barnier renversé par une motion de censure votée par la gauche et le RN.

13 décembre : Bayrou nommé Premier ministre.

## 2025

1<sup>er</sup> janvier : La Polynésie n'a plus accès à la presse papier. Ni le distributeur, ni les autorités locales ne semblent troublés à l'idée de violer le droit d'accès à l'information.

31 mars : Marine Le Pen est condamnée à une peine d'inéligibilité de 5 ans...

*Il ne nous pas été possible de réunir l'intégralité des noms, des dates et des lieux des nombreuses luttes auxquelles ont pris part les militants de la Filpac depuis la première parution de l'Impac. Que les « oubliés » veulent bien nous en excuser, nous savons leur détermination et leur engagement sur toutes les luttes auxquelles a pris part la Filpac. LA RÉDACTION*



Dans l'apprentissage, le numérique prend le pas sur le papier. Ce remplacement crée de graves problèmes pour le développement de l'esprit critique. Comme le rappelle le docteur en psychologie cognitive Fabrice Bak, le papier participe à la construction de la liberté et de la démocratie.

# LE PAPIER SAUVERA-T-IL LA DÉMOCRATIE ?

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

**Impac : Avant de réellement commencer l'entretien, comment définiriez-vous votre domaine d'activité ?**

**Fabrice Bak :** Je suis docteur en psychologie cognitive, spécialiste du développement de la pensée de l'enfant et de l'adolescent. En l'occurrence, des différentes modalités d'organisation qui permettent à la pensée de s'adapter à la société et de construire le monde de demain.

**En quoi le papier et le rapport avec ce dernier, permettent-ils un meilleur apprentissage ?**

On trouve plusieurs éléments. D'abord, en passant par le papier, il va y avoir une modalité d'intégration des informations qui sera beaucoup plus cohérente. Déjà, c'est une activité où il va falloir se poser. L'attention et la concentration vont être sollicitées d'une façon très précise, par rapport à la lecture que l'on retrouve sur les écrans. Par exemple, sur internet, quand vous lisez, plusieurs fenêtres « pop-up » s'allument. Résultat : cela attire l'attention sur d'autres registres. Quand on lit sur du papier, on est posé face à un texte. Mais cela va beaucoup plus loin, car il existe plusieurs modes d'appréhension de la lecture. La texture du papier que l'on va toucher, le champ visuel est plus restreint, parfois les éléments olfactifs, car le papier a une odeur. Conséquence : l'information qui est lue s'imprègne mieux dans le cerveau. Ces sensations sont absentes sur un écran.

**Pour faire simple, les circuits dans le cerveau ne fonctionnent pas de la même façon, même si on lit le même texte sur un écran ou sur papier ?**

Tout à fait. Beaucoup plus de circuits seront sollicités par la lecture écrite sur du papier que celle s'opérant depuis un écran. Même si, depuis des années, on nous l'a vendu comme un nouveau mode de lecture par lequel il était impératif de passer. Non, dans la réalité, ce n'est pas le cas. Cela se vérifie très bien chez les enfants et les adolescents d'aujourd'hui, avec un de gros problèmes de déperdition dans le langage oral en lien avec cette perte d'information liée à la lecture de l'écriture sur papier.

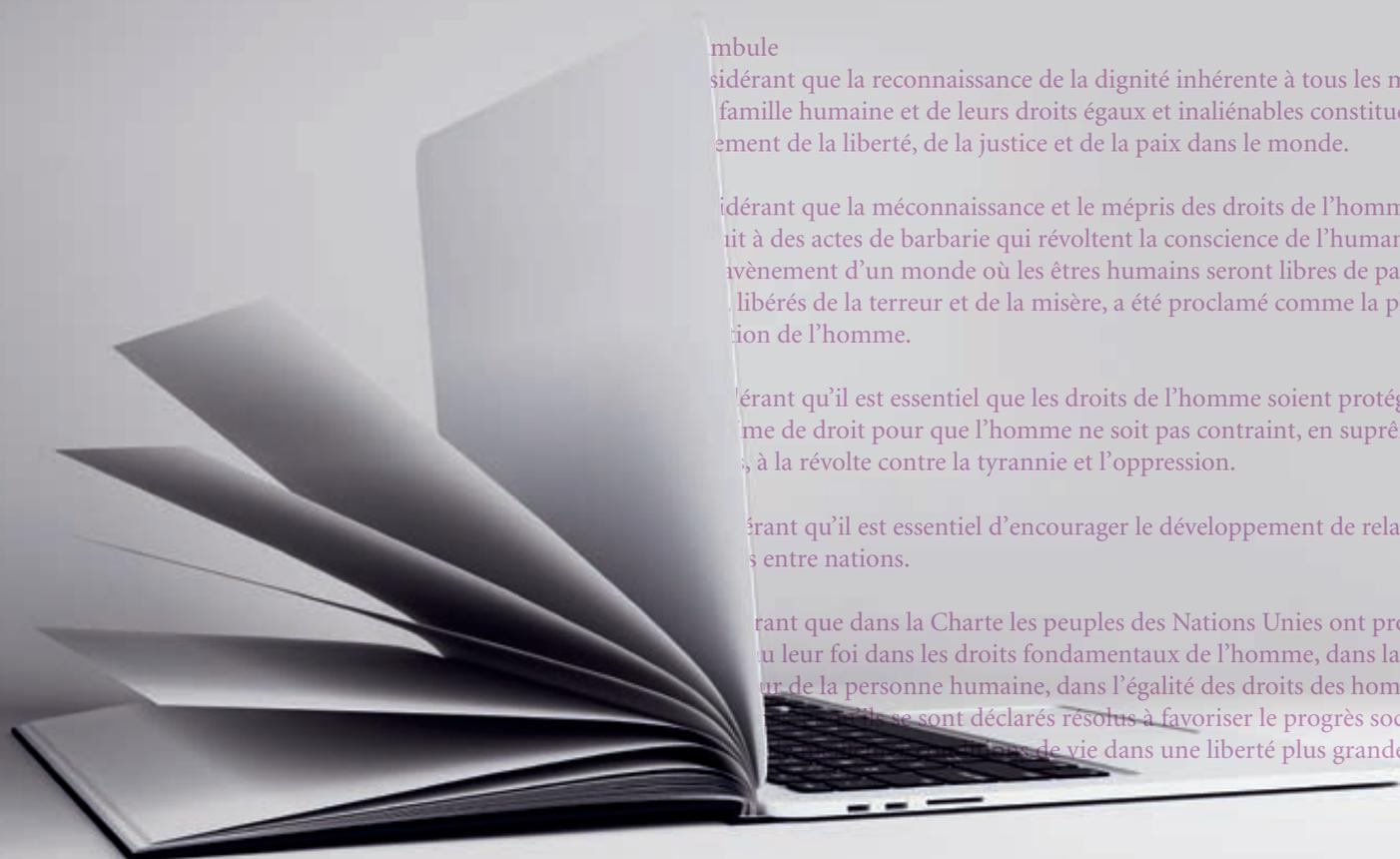


« Nous avons constaté un décalage de la maturation cognitive d'à peu près un an et demi à deux ans. »

FABRICE BAK

**Pourtant, malgré vos observations, l'Éducation nationale invite de plus en plus les écrans dans les salles de classe, pour la pédagogie. Les leçons et les devoirs passent presque systématiquement par un écran. Comment l'expliquez-vous ?**

Dans le système pédagogique, on constate que les enfants ne sont plus « intéressés » par ce qui est présenté. Les écrans devaient les ramener vers la connaissance. C'est pour cette raison que les outils modernes sont utilisés, pour que l'apprentissage devienne plus ludique, et donc plus intéressant. Sauf que nous nous trompons profondément. Un exemple très terre à terre : les pays scandinaves sont en train de faire marche arrière. Ils avaient équipé de tablettes toutes les écoles. Aujourd'hui, ils sont en train de les retirer. Ils ont fait le constat, après plusieurs années d'utilisation, que des problématiques ont émergé au niveau de la lecture et de la construction de la pensée. Pourquoi se trompe-t-



mbule  
sidérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres  
famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le  
ement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

idérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont  
uit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et  
avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de  
libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute  
ion de l'homme.

érant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par  
me de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême  
s, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

érant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations  
s entre nations.

rant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé  
u leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité  
ur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et  
ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à  
de vie dans une liberté plus grande.

on de problématique ? Les enfants ne sont plus forcément intéressés non plus par ce qui leur est présenté dans le contexte scolaire. Certains pensent que ce sont les modalités de cette présentation qui sont en cause. Mais ce que nous voyons depuis de nombreuses années, c'est une dégradation de l'organisation des fonctions cognitives dans la pensée, qui ne se mettent plus en place de manière structurée comme il le faudrait. Le souci, c'est que l'école sollicite les enfants sur l'utilisation d'outils spécifiques, mais c'est cela qui provoque le désintérêt. Car leur pensée n'est pas à même d'intégrer ce qui leur est proposé. Un exemple très simple : nous avons observé un décalage de la maturation cognitive d'à peu près un an et demi à deux ans. C'est-à-dire que pour les outils qui apparaissaient aux alentours de six ans, maintenant il faut attendre sept ans et demi.

### **C'est grave comme constat. Cela se passe uniquement en France ?**

Ce phénomène est mondial ! Il vient du fait que les enfants sont de plus en plus sollicités dans les sphères figuratives et perceptives de la connaissance, et moins par les sphères opératoires comme la logique, l'organisation, la mise en sens et la compréhension. Aujourd'hui, les enfants jouent principalement avec une console de jeux. Sans console, on peut rencontrer un souci de sociabilisation. Mais il existe d'autres types de jeux, comme les jeux de société. Avec les jeux vidéo, on trouvait un petit livret explicatif. Aujourd'hui, les enfants ne lisent plus. Ils apprennent en faisant. Pour les jeux en réel, il faut lire et comprendre la règle, ce qui ne se retrouve pas du tout sur une console. Depuis quelques générations, la sollicitation dans les sphères figuratives crée ce décalage dans la maturation cognitive. Un certain nombre de pays ont d'ailleurs décalé la mise en place de l'acquisition de la lecture. Elle ne se fait plus à six ans, mais à sept ans. Nous, on voudrait commencer à cinq ans, ce qui est un peu embêtant.

## **“ La lecture construit l'esprit et participe à la liberté. ”**

### **Ce décalage de la maturité cognitive a-t-il une incidence sur le développement de l'esprit critique ?**

Bien entendu. L'esprit critique est fondamental dans la construction d'un individu et de son esprit. C'est ce qui permet de mettre en question et en cause les éléments qui nous sont présentés. C'est ce qui va permettre de construire une idée. Mais aujourd'hui, beaucoup de gens n'ont plus d'idée, ils ont des opinions. C'est plus vite tranché, c'est comme ça ! Depuis deux ans environ, des faits divers avec des jeunes commettant des actes ultra-violents deviennent plus nombreux, avec des meurtres, des agressions hyperviolentes.

Il y a quelques semaines, un enfant s'est fait tuer dans un bois. Le procureur de la République a déclaré que le suspect était en train de jouer aux jeux vidéo, il était tendu et énervé parce qu'il s'était « branché » avec un gamer, et cet individu est sorti avec la volonté de frapper quelqu'un. La jeune fille, qui habite le même quartier, passe à ce moment-là, et il la tue. Mais que s'est-il passé ? Cela tient certainement à des outils absents dans sa pensée. Il ne devait pas avoir une sorte de filtre entre les sphères cognitives et affectives. Dans la pensée, deux domaines vont se construire de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte.

Chez les tout-petits, on part de l'univers du jeu et de celui de l'observation. Les deux sont entremêlés, l'enfant passe de l'un à l'autre. Par exemple, si un enfant fait un cauchemar, il pense que c'était vrai, et ses parents lui expliquent que c'était uniquement dans sa tête. Progressivement, ces deux sphères vont se scinder. Celle du jeu va générer la sphère descriptive, et l'univers de l'observation va donner la sphère



## “ L’esprit critique est fondamental dans la construction d’un individu et de son esprit. ”

cognitive. Lorsque ces deux univers vont se scinder, un filtre va se positionner entre les deux, qui se fonde sur la relativité du jugement, la discussion pour former l’esprit critique.

### Que va-t-il se passer ensuite ?

Autre exemple, très concret. Un matin, vous prenez votre voiture, vous arrivez à un feu rouge, vous vous arrêtez... mais pas la personne derrière vous, qui vous emboutit. Le filtre émotionnel saute très vite, vous sortez de votre voiture, un peu tendu.

Normalement, ce filtre se remet en place rapidement, vous remplissez le constat et continuez votre journée. Mais parfois, ce n’est pas le cas, et les forces de l’ordre doivent intervenir. Cela signifie que la sphère affective a envahi la sphère cognitive, annulant toute forme de jugement critique et laissant place à une émotion brute. Le raisonnement logique a disparu.

### Dans le même temps, la perte du goût pour la lecture sur papier entraîne un appauvrissement du langage oral. La violence est-elle liée à ce phénomène ?

Tout à fait ! Au collège, il devient de plus en plus difficile pour les élèves de comprendre un texte simple, même lorsque les énoncés sont explicites. Quant à l’implicite, il leur échappe complètement. Certains y voient des carences éducatives, notamment familiales. Pour moi, c’est un peu facile. Car nous passons tous par l’école, qui est précisément là pour construire notre pensée.

### Cette perte du lien au papier se retrouve aussi dans les études supérieures. Aujourd’hui, les étudiants prennent leurs cours sur ordinateur. Même les livres sont peu consultés...

Absolument. Il faut souvent attendre des études poussées pour voir un retour au papier. C’est un vrai problème. La

technologie est extraordinaire : un dictaphone peut enregistrer un cours, puis le retranscrire automatiquement en texte. Impressionnant, certes, mais ce texte est brut, intégral. Avec un stylo et du papier, l’étudiant doit faire des choix, trier l’information, la hiérarchiser. Cela active ses fonctions cognitives. En recopiant tout, sans sélection, il reste passif. Or, l’esprit critique naît de cette sélection. Les algorithmes exploitent cette passivité. Une vidéo vue entraîne une cascade d’autres vidéos similaires : pas de confrontation, pas de contradiction. Cela renforce une opinion jusqu’à en faire une vérité. Et si la personne a des failles cognitives, elle devient dogmatique, incapable de remise en question.

### L’esprit critique est pourtant central dans notre société...

Évidemment. Il nous permet d’évoluer. Si quelque chose nous paraît incohérent, on peut l’analyser, puis le modifier. Mais cela suppose des connaissances, un effort intellectuel. Et cela passe par la lecture. Une lecture sur papier. Il ne faut pas adapter l’outil de lecture, mais le contenu. Donner du Molière à des élèves de cinquième, c’est culturellement intéressant, mais cela ne les touche pas. Il faut leur proposer des textes qui les captivent. Harry Potter, par exemple, était un livre, à la base. Les enfants lisaient parce que c’était passionnant. L’épine dorsale d’une société, c’est son système éducatif. Une population privée d’esprit critique est plus facile à manipuler. A contrario, avec des citoyens critiques, il faut argumenter. On l’a vu pendant la crise de la covid : aucun discours n’a réellement reposé sur la vérité. Résultat, des citoyens ont douté. Tous n’étaient pas complotistes. Le gouvernement aurait pu dire : « *La situation est inédite, on fait de notre mieux.* »

### De manière très manichéenne, il est facile de se dire que les fake news sont réservées au numérique et que le papier en est exempté. Or, à cause de la concentration des médias, certains journaux papier relaient aussi de plus en plus de fausses informations. Comment faire pour s’y retrouver, sans esprit critique ?

Exactement. Dans mes conférences, j’en parle souvent. La vérification de l’information n’existe plus. Il faut publier, tout de suite. L’exemple parfait, c’est Dupont de Ligonnès. Un jour, on annonce son arrestation en Irlande. Toutes les télévisions, radios, journaux en font leur une. Ça tourne en boucle pendant des heures. Et le lendemain à 11 heures, ce n’était pas lui.

### Pour pouvoir vérifier une information, il faut une formation préalable. Mais certains journalistes actuellement sont issus de la déshérence de l’éducation. Comment faire ?

C’est un vrai sujet. Le journalisme est un métier fondamental pour notre société. Il repose sur la vérification de l’information. Mais certains journalistes — pas tous, heureusement — se contentent de relayer. BFM TV, par exemple, peut parler des heures... pour ne rien dire. Et le public s’en contente. Il ne s’attend plus à ce qu’une information soit décryptée. Il a perdu l’habitude d’analyser.

### En parallèle, le goût de la lecture s’efface. Pas seulement pour les romans, mais même pour les rapports officiels... Parce qu’on veut aller à l’essentiel.

### Mais l’essentiel est dans les détails...

Tout à fait. Lire un document dans son intégralité est pré-

cieux. Cela permet de comprendre. En 1758, Helvétius écrivait *De l'esprit*, pour tenter de saisir comment se forme la pensée. Aujourd'hui, on préfère lire un résumé. C'est plus rapide, ça suffit. Pourtant, c'est en comprenant nos origines qu'on comprend où l'on est... et qu'on peut construire l'avenir. En psychologie, je constate que beaucoup de jeunes en master 2 ont lu à peine une dizaine de livres. C'est dramatique. Or, mon métier repose sur la lecture. Plus de 70 % des collégiens ne dépassent pas un niveau de lecture basique. C'est énorme !

#### **On dit que la lecture papier est moins ludique.**

#### **Pourtant, on peut rendre un livre attractif :**

#### **mise en page aérée, réalité augmentée, pop-up... Peut-on changer le regard sur le papier ?**

Bien sûr ! Le papier est un support très riche, sensoriellement parlant. L'épaisseur, la texture, l'odeur... Tout cela favorise la mémorisation. Tous les sens sont mobilisés. Sur écran, ce n'est pas le cas. Le numérique est intéressant pour des infos pratiques, rapides. Mais pour construire sa pensée, rien ne vaut le papier. Le dictionnaire est un livre fabuleux, et pourtant, il disparaît. Avec un moteur de recherche, on tape un mot, on lit la définition et on passe à autre chose. Le dictionnaire, lui, invite à explorer. On découvre d'autres mots en passant. Il apprend aussi la sériation, l'ordre alphabétique. Et surtout, on y voit que les mots peuvent avoir plusieurs sens. C'est d'une richesse immense.

#### **Faut-il forcément opposer papier et numérique ?**

Non, ils sont complémentaires. Je ne diabolise pas le numérique, c'est un outil formidable. Mais ce n'est pas un outil de construction. ChatGPT, par exemple, est bluffant. Mais trop de jeunes l'utilisent pour faire le travail à leur place. « *Je veux un texte sur tel sujet* »... et l'IA rédige. Il faut relire, adapter, ajouter des idées personnelles. Sinon, cela devient un outil de paresse. Or la lecture, elle, construit l'esprit. Elle participe à la liberté. Historiquement, les puissants ont maintenu les peuples dans l'ignorance pour mieux les contrôler. Quand la lecture est devenue obligatoire, les citoyens ont gagné une liberté incroyable. Aujourd'hui, on renonce à cette liberté.

#### **Peut-on dire que le papier est fondamental pour la démocratie ?**

Complètement ! Ce sont des mots forts, mais c'est la vérité. Nous vivons dans une culture du papier. Les lois sont écrites sur papier. Lire sur papier, c'est construire sa pensée. Lire, c'est comprendre. Comprendre, c'est analyser. Analyser, c'est développer son esprit critique. Et c'est cela, être citoyen. Ne pas tout gober, se demander si ce qu'on lit est fiable.

#### **De plus en plus de patrons de presse poussent à la numérisation des journaux, même si elle reste économiquement fragile. Y a-t-il une différence cognitive entre lire un article en ligne ou sur papier ?**

Oui. Sur écran, on lit ce qu'on cherche. Sur papier, l'article est inséré dans une page. On peut être attiré par ce qui l'en-

## **Les liseuses de mauvaises aventures**

### **Lire sur une liseuse, est-ce différent d'un livre papier ?**

L'avantage d'une liseuse, c'est d'avoir une bibliothèque entière à portée de main. Elle limite aussi les distractions. Mais il manque les éléments sensoriels qui favorisent l'imprégnation de l'information. Une étude a comparé deux groupes. L'un lisait un long texte narratif sur papier, l'autre sur liseuse. La compréhension était équivalente, mais la mémorisation était meilleure avec le livre.

### **Pourquoi ?**

Il manque sur liseuse les repères sensoriels nécessaires à la mémorisation. C'est un simili papier. Pour quelqu'un qui a été formé avec des livres, la liseuse pose peu de problèmes. Mais il faut ce bagage préalable. Le livre impose une temporalité, une concentration plus forte, ce qui aboutit à une meilleure compréhension. De plus, sur les textes narratifs, explicatifs, le papier permet de mieux entrer dans la psychologie des personnages. Sur écran, il y a une distanciation. Toutes les études récentes vont dans le même sens : l'imprimé est plus efficace. ///



**« Plus de 70 % des collégiens ne dépassent pas un niveau de lecture basique. »**

ture. Cette lecture curieuse n'existe pas sur le numérique. Pour une lecture plaisir, une lecture d'ouverture, le papier reste dominant. Les progrès technologiques sont fantastiques. Il ne faut pas diaboliser le numérique, mais simplement le remettre à sa place. Ce n'est pas une révolution. C'est une évolution. Un outil, pas un pilier. ●



# OUI PUB À LA POUBELLE

Après avoir méthodiquement démolit des dizaines de milliers d'emplois, brisé des chaînes de production entières, laissé sur le carreau distributeurs, imprimeurs, papetiers et petits commerçants, l'expérimentation « Oui pub » est enfin remise au placard. Rideau. Le fiasco est tel qu'il en devient presque pédagogique. On a voulu imposer une vision du monde tout-numérique, auréolée de dogmes pseudo-écolos... Résultat : un champ de ruines.

JÉRÉMIE DEMAY

**T**esté dans une poignée de territoires, le dispositif ne sera ni prolongé, ni généralisé. Pourquoi ? Parce que le naufrage annoncé par la Filpac CGT s'est produit. Et en version XXL. Le désastre dépasse même les pires prévisions. Oui pub n'a pas seulement échoué, il a précipité l'effondrement d'une filière, engendré des milliers de suppressions d'emplois, et permis à certaines enseignes de s'acheter une conscience verte à prix discount. Le plus cynique, c'est que tout reposait sur des études de l'Ademe visant à prouver que le papier, relique d'un monde jugé dépassé, était sale, lourd, polluant. À l'inverse, le numérique brillait de toutes les vertus, propre, vert, intelligent. Et gare à ceux qui contestaient ce récit trop bien ficelé. Ils étaient aussitôt taxés de passésisme, voire d'écocide.

## Des explications trop hâtives

Dans le sillage de la loi Climat, Oui pub visait à restreindre la diffusion des

prospectus, ces imprimés publicitaires sans adresse qui faisaient vivre des dizaines de milliers de travailleurs et des milliers de PME.

Entre 2013 et 2019, la France en consommait 900 000 tonnes par an. En 2022-2023, on tombe à 400 000 tonnes. Les auteurs du rapport parlementaire publié en octobre l'affirment sans détour : l'expérimentation a accéléré la désertion des annonceurs au profit du tout-numérique.

Mais cette explication est bien trop hâtive. Depuis 2013, les petits commerces vacillent, les vitrines ferment les unes après les autres, en particulier dans le secteur de l'habillement. Rien que sur la période 2020-2023, plus de 3 200 magasins ont fermé. Selon l'Insee, les défaillances d'entreprises dans le commerce ont grimpé de 11,1 % en 2022, puis encore de 11,8 % en 2023, pour culminer à 7 350 faillites l'an dernier. Le hasard n'y est pour rien.

Ajoutons à cela un changement radical des habitudes de consommation.

**Le clic a remplacé le contact, le numérique a tué le papier, et avec lui, les commerces de proximité.**

Il n'y a pas si longtemps, dans les campagnes ou les zones périurbaines, des camions d'outillage ou de quincaillerie circulaient encore, précédés de petits catalogues glissés dans les boîtes aux lettres. Ces prospectus faisaient lien. Aujourd'hui, Amazon a balayé tout ça. Le clic a remplacé le contact, le numérique a tué le papier, et avec lui, les commerces de proximité.

## Des omissions très binaires

Mais le clou du spectacle, c'est le grand récit peint en vert. L'Ademe l'affirme : lire un prospectus, même recyclé, émettrait 14 fois plus de CO<sup>2</sup> qu'une communication numérique.

Problème : ces chiffres sont tronqués. Pourquoi ? Parce qu'ils omettent plusieurs facteurs essentiels : la consommation énergétique colossale des data centers, l'empreinte carbone des vidéos tournant en boucle sur les réseaux sociaux, ou encore l'impact des millions de mails publicitaires stockés des jours durant dans nos boîtes mail. Une fois ces données prises en compte, la balance penche nettement en faveur du papier.

## Les atouts du papier

Et surtout, le papier a des atouts que le numérique n'aura jamais. Il fonc-

tionne sans batterie, sans réseau, sans mise à jour. Il reste utile dans les zones blanches, et accessible à ceux – encore nombreux – qui n’ont ni smartphone ni ordinateur. Voilà ce qu’on a voulu enterrer.

Certaines enseignes se sont engouffrées dans cette brèche de greenwashing, à commencer par les magasins Leclerc, qui ont fanfaronné sur leur abandon des prospectus. D’autres ont agi de même, en mode suiveurs. Sauf que le vernis craque vite : les catalogues étaient toujours en rayon, et la communication, pour certaines campagnes de promo, se poursuivait régulièrement dans les boîtes aux lettres. Une posture pseudo-verte qui, elle, a bel et bien causé des dégâts durables dans la filière papier.

À tel point que certains ont déjà fait marche arrière. Le groupe Akor, qui

## Certaines enseignes se sont engouffrées dans cette brèche de greenwashing.

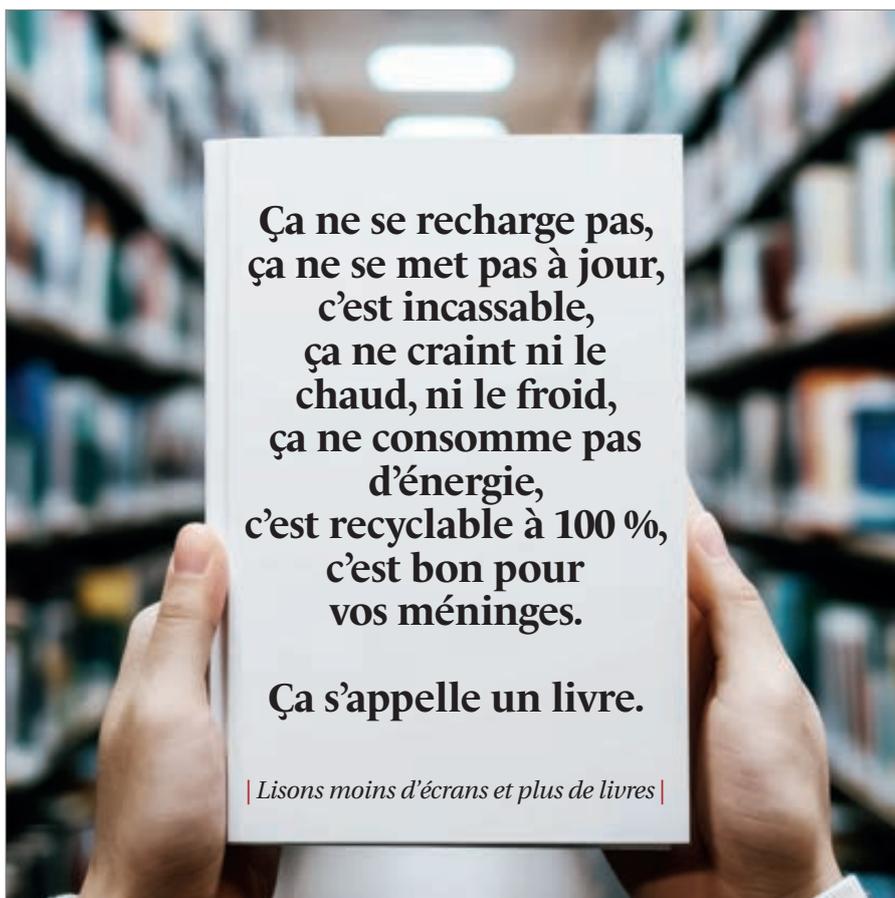
possède de nombreux magasins en province, est revenu au papier après avoir constaté que le numérique ne touchait plus sa clientèle.

### Des dizaines de milliers d’emplois sacrifiés

En réalité, Oui pub n’aura été qu’un paravent. Qui précipite dans sa chute des dizaines de milliers d’emplois chez Milee, mais aussi à Médiapost, ainsi que chez certains imprimeurs. Une opération de communication déguisée en politique publique. Un gadget vert fluo pour masquer une casse indus-

trielle bien réelle. Plutôt que de s’en prendre à la communication des commerces de proximité, il aurait été plus utile – et plus courageux – de s’attaquer à la concurrence déloyale des plateformes consuméristes comme Amazon ou Shein, à la frénésie de surconsommation, aux effets de mode si rapides qu’ils rendent toute production cohérente impossible.

Mais non : il était plus simple d’accuser le papier. Plus simple de brandir le dogme plutôt que de penser la sobriété. Consommer mieux, ralentir, remettre du sens dans l’acte d’achat... voilà les vrais enjeux. Et ils ne tiennent pas sur un écran. ●



Ça ne se recharge pas,  
ça ne se met pas à jour,  
c’est incassable,  
ça ne craint ni le  
chaud, ni le froid,  
ça ne consomme pas  
d’énergie,  
c’est recyclable à 100 %,  
c’est bon pour  
vos méninges.

Ça s’appelle un livre.

| Lisons moins d’écrans et plus de livres |

**filpac cgt**

La fédération au cœur de la lutte  
pour la défense de l’imprimé,  
de la presse écrite et des métiers  
du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication  
www.filpac-cgt.fr

Qui, après avoir découvert qu'un médicament d'apparence anodine comportait une liste de potentiels effets indésirables longue comme le bras, ne s'est jamais exaspéré en tentant de replier la notice plissée en accordéon, pour la ranger dans sa boîte d'origine ? Ces séances d'involontaire initiation à l'origami devraient prendre fin, dès le mois d'octobre prochain pour certains médicaments, au profit de d'une notice numérique, et ce n'est pas une bonne nouvelle.

# SORTIE DE BOÎTE POUR LES NOTICES

ANNE DUVIVIER

Sur le papier... si on ose dire... cette décision européenne présente de nombreux avantages. Elle est censée moderniser le système, permettre les mises à jour en temps réel, enrichir les contenus en intégrant des vidéos, des FAQ, des traductions en plusieurs langues et des versions audio et braille numérique, ce qu'on ne contestera pas, et puis... en supprimant le papier, lutter contre le gaspillage, les déchets, et ainsi prendre soin de la planète. Ah ! l'alibi écologique imparable censé faire taire les critiques, avec ce gros mensonge : non, le numérique n'est pas plus vertueux que le papier, et c'est même tout le contraire (cf. papier sur le Oui pub, pages précédentes).

Les industriels pharmaceutiques sont pour, intéressés par la réduction des coûts d'impression, les syndicats de pharmaciens plus mitigés : « *Je crains qu'en cas d'absence de notice dans la boîte, il incombe au pharmacien de l'imprimer et de la remettre au patient qui en fera la demande, or nous n'en avons ni le temps, ni les moyens. Ou alors il faudrait rémunérer ce nouvel acte* » déclare

**L'information médicale** doit rester accessible à tous.

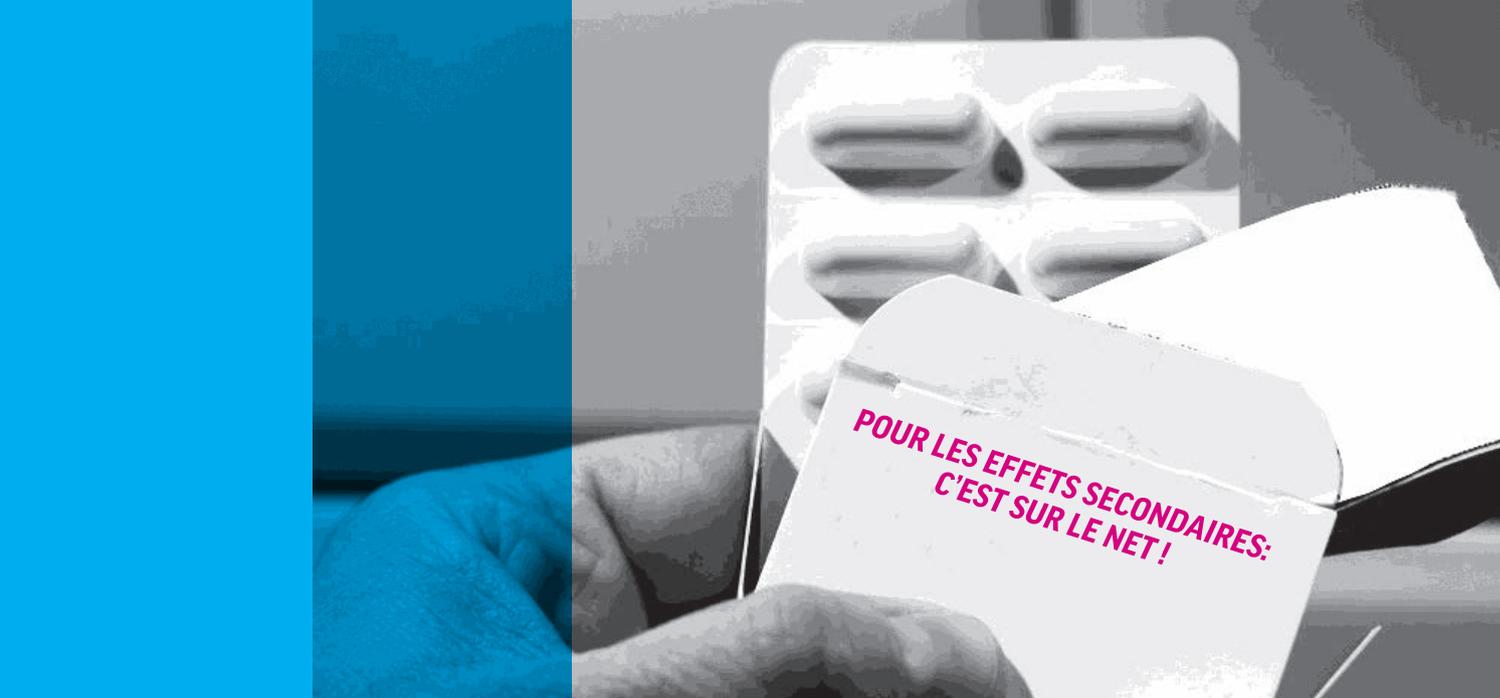
Pierre-Olivier Variot, président du syndicat de pharmaciens d'officine (USPO)<sup>1</sup>.

Ceci étant posé, cette disposition présente de graves inconvénients et des risques plus graves encore. Revoilà la « fracture sanitaire ». Il faut arrêter d'agir comme si tous les citoyens surfaient avec aisance sur le net. Beaucoup de personnes pauvres, âgées, réfractaires au numérique, sans smartphone ou habitant dans des endroits isolés dépourvus de connexion, (sans parler d'incidents toujours possibles comme la perte de son mobile ou la panne d'électricité) vont se retrouver privées d'informations. Qu'en sera-t-il alors de l'interrogation d'un patient sur la compatibilité entre deux médicaments ? d'un risque d'allergie ? d'un effet secondaire ? Toutes questions pouvant recouvrir des situations potentiellement dramatiques.

## Le numérique, outil additionnel

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le numérique n'a pas envahi toute la place du papier.

Un très intéressant rapport du Crédoc, paru l'année dernière<sup>2</sup> apprend qu'en France « *un certain nombre de freins demeurent présents, notamment le sentiment de non-maîtrise qui concerne toujours un quart de la population totale (25 % ; +7 points par rapport à 2020), du mal-équipement (13 %) voire du non-équipement (10 %) ou des difficultés de connexion (9 %).* » Ces difficultés matérielles, mais aussi le manque de savoir-faire en ce domaine, freinent notablement l'usage du numérique : « *Ainsi, la moitié de la population (50 %) limitent leurs usages du numérique. Si le prix des équipements et abonnements est le premier frein cité, par 22 % des Français, il est directement suivi du sentiment de non-maîtrise (18 %). En outre, 13 % de la population française mentionnent leur désintérêt et 11 % leur*



« Je crains qu'en cas d'absence de notice dans la boîte, il incombe au pharmacien de l'imprimer et de la remettre au patient qui en fera la demande, or nous n'en avons ni le temps, ni les moyens. »

PIERRE-OLIVIER VARIOT  
USPO

rejet pour le numérique. Il est d'ailleurs intéressant de rattacher ces deux derniers résultats au fait que plus d'un tiers des Français déclarent que le numérique n'a pas d'effet ou complique leur vie quotidienne (35 %). »

On repassera donc pour l'argument de la simplification. Les associations UFC-Que Choisir, Familles Rurales et la CLCV, ont adressé le 11 avril dernier une lettre commune au ministre de la Santé et à celui des Affaires européennes, dans laquelle elles martèlent : « Le numérique doit rester un outil additionnel, complémentaire et jamais un substitut imposé.<sup>3</sup> »

#### Menaces sur l'emploi

En total accord avec cette position, la Filpac CGT, dénonce quant à elle, de surcroît, la menace, une de plus, sur l'emploi : « un coup dur pour la filière industrielle et les emplois spécialisés (...) un projet qui menace une filière d'imprimeurs hautement spécialisés. L'impression des notices repose sur un savoir-faire technique exigeant et des équipements dédiés. Supprimer cette activité fragiliserait davantage des sites déjà sous pression, sans alternative numérique viable à court terme. »<sup>4</sup>

Mais pourquoi faudrait-il choisir ? En demandant « le maintien obligatoire et généralisé de la notice imprimée dans toutes les boîtes de médicaments, sans exception ; la reconnaissance du rôle stratégique de la filière d'impression pharmaceutique, avec un soutien clair aux entreprises concernées ; une transition numérique raisonnée, complémentaire, concertée, et respectueuse des usagers comme des travailleurs », la Filpac CGT rappelle que « la santé ne peut être le terrain d'une numérisation aveugle, imposée au

détriment des plus fragiles et de notre industrie. Le numérique doit rester un levier de progrès social, jamais devenir un facteur d'exclusion ».<sup>5</sup>

C'est clair, numérique et papier doivent coexister, dans ce domaine encore plus qu'ailleurs et l'information médicale rester accessible à tous, comme l'information tout court, pour la liberté et la diffusion de laquelle nous ne cesserons jamais de lutter. ●

1. Le papier sécurise l'accès à l'information. Pharmaceutiques, mars 2024.
2. Arcep, Arcom, CGE, ANCT, Baromètre du numérique, 2023.
3. 11 avril 2025 - Jean-Yves Mano, CLCV, Guyline Brohan, Familles rurales, Marie-Amandine Stévenin, UFC-Que Choisir.
4. Déclaration fédérale, 25 avril 2025.
5. Idem.



# TETRA PAK NE PROTÈGE QUE SES INTÉRÊTS



**La direction de Tetra Pak sème le mépris sur le dos des 207 ouvriers de Longvic. Mais cette fois, la récolte est maigre : les machines se sont tues, la colère gronde. À force de traiter des hommes comme des briques de lait périmé, les Suisses vont finir par la boire de travers.**

JÉRÉMIE DEMAY

Il ne faut pas longtemps pour trouver une place sur le parking des Papeteries de Dijon, à Longvic. L'usine, plantée au cœur d'une grande zone industrielle en périphérie de la ville, est à l'arrêt depuis plusieurs jours. Elle fabrique des emballages pour Tetra Pak, ou du moins, fabriquait. Car depuis la dernière réunion, stérile à souhait, entre la direction de SIFAR, les cadres de Tetra Pak (qui sont les mêmes), et des élus du personnel, les ouvriers n'y arrivent plus. Travailler ? Comment quand l'avenir est noyé dans l'incertitude et qu'un profond dégoût colle à la peau ? Ils sont las d'être traités comme de simples pions dans la stratégie glaciale d'une multinationale qui se contrefiche de ceux qui ont bâti sa réputation et fait sa fortune.

## Une procédure de danger grave et imminent

Conduire ces énormes machines, ce n'est pas appuyer sur un bouton. Il faut de la précision, du savoir-faire, de la concentration. Or, ce vendredi soir, c'est précisément ce qui manque. Comment garder l'esprit clair quand tout vacille ? Et dans ces conditions, perdre un bras, un genou, ou pire encore, n'est plus une hypothèse, mais une menace bien réelle. Les élus du personnel, qui ne sont pas du genre à se raconter des histoires, déclenchent la procédure de danger grave et imminent (DGI). Une décision lourde, grave, jamais prise à la légère. Depuis l'annonce brutale du 21 janvier, balancée pendant un CSE extraordinaire, les ouvriers avaient pourtant tout fait pour ne pas céder à la colère. Ni grève, ni blocage. Non par faiblesse, encore moins par docilité. Mais parce qu'ils espéraient, au fond, sauver ce qui pouvait l'être. Trouver un repreneur. Forcer, qui sait, un retournement de la direction.

Ce DGI est immédiatement validé par la médecine du travail. Pour espérer que reprenne le travail, la direction devra désormais prouver qu'elle

se soucie, un peu, de la santé physique et mentale de ses salariés. Elle promet des formations, des cellules d'écoute, des plans d'accompagnement pour repérer les risques psychosociaux. De belles intentions, cousues de fil blanc. Mais suffira-t-il de parler de bien-être quand tout s'effondre autour ? Suffira-t-il de coller un pansement sur une plaie béante qu'on a soi-même infligée ?

### C'est plus qu'une usine : une institution

« On n'est pas psychologues », rétorque Claude Rolandet, élu Filpac CGT aux Papeteries de Dijon. Il n'a pas besoin de blouse blanche pour sentir que la colère gronde et que les âmes vacillent. Claude a fait son entrée dans la boîte dans les années 90. De taille moyenne, les cheveux courts, il porte sur le visage une bienveil-



lance tranquille. Son regard, avec ses yeux noisette, est doux, mais se durcit aussitôt qu'il évoque la direction et l'avenir funeste qu'elle réserve aux 207 salariés. Il garde le cap, mais le goût amer de la trahison lui colle au cœur.

La papeterie, ici, c'est plus qu'une usine, c'est une institution. Dès qu'il en parle, Claude se redresse, le torse un peu bombé, comme s'il voulait rappeler à tous que ce bâtiment a fait vivre des familles entières. « Des gens ont fait toute leur carrière ici », dit-il avec fierté. Il évoque même les « bébés Tetra Pak », ces jeunes venus faire un job d'été et qui, au fil des années, sont finalement restés.

Depuis plus d'un demi-siècle, les ouvriers de Longvic ont forgé un savoir-faire salué jusque dans les plus hautes sphères techniques. Claude se souvient d'un épisode marquant : une machine flamboyante neuve, fraîchement débarquée dans l'atelier. Les ingénieurs danois venaient expliquer comment effectuer quelques tâches de maintenance. « Ils mettaient deux heures à démonter une pièce... leur méthode n'avait aucun sens. » Sourire en coin, Claude ajoute : « En moins de deux heures, on en démontait deux. Alors les ingénieurs ont sorti leur carnet et pris des notes. »

Il enchaîne avec une autre anecdote, cette fois à propos d'un laminoir. « On ajustait les paramètres en temps réel, constamment, pour optimiser la production. Quand la machine a été démontée, des ingénieurs de Tetra Pak sont venus relever chaque réglage, dans l'espoir de les dupliquer sur d'autres sites européens. Ils voulaient copier le geste, sans comprendre le savoir-faire. »

### « Il faut retirer ce PSE »

Mais la direction suisse, elle, se moque bien de ces histoires. Elle préfère les tableaux Excel aux récits d'atelier. Elle ne voit pas l'intelligence ouvrière, seulement les lignes de rentabilité. Et pourtant, le site n'est pas déficitaire. Voilà pourquoi le dégoût, l'écœurement, et l'incompréhension justifient le déclenchement du DGI. Mettre du cœur à l'ouvrage n'est plus possible. La sécurité, physique et mentale, n'est plus assurée.

Pour Claude, il n'y a qu'une solution pour retrouver un peu de paix dans les ateliers : « Il faut retirer ce PSE. Mais ça... » Il laisse la phrase en suspens. Comme tout le monde ici, il sait bien que les promesses pleuvent quand les décisions sont déjà prises.

Dans les ateliers désormais silencieux, c'est le mutisme des élus qui résonne. À l'exception de Pierre Pribetich, député socialiste de la circonscription, qui a osé porter le dossier à l'Assemblée nationale et se montre présent lors des manifestations de soutien, les autres regardent ailleurs. Silence radio du côté de François Rebsamen, président de l'agglomération dijonnaise et ministre de l'Aménagement du territoire. Après l'intervention du député, il a servi ce sarcasme sur « la mauvaise passe » que traverserait l'industrie dijonnaise. De l'analyse politique au mépris de classe, il n'y a parfois qu'une grimace. Il aura donc fallu plus de cinq mois de silence obstiné pour que le ministre daigne, enfin, recevoir une délégation à Dijon. C'est dire le respect accordé aux travailleurs. Il s'est ensuite déplacé, début juillet, devant l'usine. Geste rare. Face aux caméras, le ministre, qui est aussi président de l'agglomération, se veut solidaire, bien sûr. L'indignation, ça passe bien dans les micros.

---

**Mettre du cœur à l'ouvrage n'est plus possible. La sécurité, physique et mentale, n'est plus assurée.**

---

Il jure avoir plaidé la cause auprès de la ministre du Travail qui, selon ses dires, aurait obtenu « des avancées ». Avancées difficile à trouver, à moins qu'il ne s'agisse des reculs sociaux désormais déguisés en progrès.

Il aurait aussi tenté d'obtenir un rendez-vous avec Marc Ferracci, à l'Industrie. Peine perdue : il a été relégué à bavarder avec le directeur adjoint du cabinet, un émissaire de seconde main chargé de distribuer des formules creuses. Le tout pour en tirer cette conclusion grandiose : « Le monde capitaliste ne s'abat pas si facilement. Ceux qui s'y sont essayés dans le temps ont perdu beaucoup d'espoir à travers ça. » Belle leçon d'abnégation ! Voilà un ministre qui s'incline bien bas devant le capital et qui nous explique, doctement, que résister est vain. Il faut dire que sa loi sur le monologue patronal est un chef-d'œuvre de soumission au marché. Si c'est ça, son combat contre le capitalisme, autant confier la santé publique à Monsanto.

### Crier dans le désert

L'attitude de François Rebsamen semble être hautement contagieuse. Ni le ministère de l'Économie, ni celui de l'Industrie ne tend la main aux ouvriers à part quelques brouillilles.. La sauvegarde de l'emploi ? La souveraineté économique ? À les entendre, ou plutôt à ne pas les entendre, ce sont des mots bons pour les discours de campagne, pas pour les combats concrets. Pendant ce temps-là, sur le terrain, les salariés n'ont pas le luxe de philosopher. Ils n'ont pas le temps de s'user à chercher les raisons profondes de cet abandon politique.

Si le projet funèbre de Tetra Pak se concrétise, 207 travailleurs seront rayés des listes. Et que

personne n'aille croire qu'il s'agirait là d'un accident isolé. Tout s'effondre, tout claque la porte, dans cette bonne ville de Dijon autrefois si vivante. La moutarde ? Elle pique ailleurs. Les motos Peugeot ? Elles ne vrombissent plus que dans les souvenirs. Les chocolats Lanvin ? Fondus depuis belle lurette. Quant à cette fameuse « Cité internationale de la gastronomie », vendue à coups de fanfares républicaines comme l'attraction du siècle, elle n'attire ni les touristes ni même les Dijonnais. C'est un soufflé qui n'a jamais levé. Un gouffre à subventions. Il reste bien quelques labos pharmaceutiques comme Uργο. Mais ils ne pourront pas accueillir

lir tous les naufragés de la mondialisation. Les pansements ne sont pas conçus pour réparer des vies brisées.

Autrefois, un dicton local prophétisait : « *Dijon périra par le Suzon* », cette rivière capricieuse aujourd'hui domestiquée et enterrée comme un souvenir gênant. Mais Dijon ne périra ni par l'eau, ni par le feu, mais par le silence des lâches et la voracité des puissants. Elle périra par cette inaction complice, satisfaite du néant à venir. ●

## Tetra Pak, les honneurs de la honte

JÉRÉMIE DEMAY

Le *Financial Times*, référence officielle du néolibéralisme pour les nuls, vient de sacrer Tetra Pak comme l'un des meilleurs employeurs d'Europe. Oui, vous avez bien lu ! Voilà donc le nouveau modèle : jeter plus de 200 salariés de Longvic dans la précarité la plus crasse, comme on se débarrasse de vieux outils rouillés, est désormais un acte de vertu patronale. Mais il est vrai que Tetra Pak n'en est pas à son premier coup d'éclat. Champion des montages fiscaux les plus farfelus pour fuir l'impôt et se défaire de ses responsabilités, le groupe trace sa route sur le dos des travailleurs avec la même élégance qu'un char d'assaut dans un champ de blé. Et pour couronner ce cynisme bien huilé, Adolfo Orive, PDG de cette entreprise modèle, sert une soupe indigeste d'autosatisfaction : « *Chez Tetra Pak, nous voulons que tous nos collègues réalisent leur potentiel (...). Cette reconnaissance du Financial Times et de Statista reflète notre engagement à responsabiliser nos collaborateurs, à investir dans leur développement et à créer un environnement innovant où ils peuvent s'épanouir et avoir une influence positive.* »

**Pour Orive, sans doute, la misère a des vertus pédagogiques : elle apprend à « s'épanouir » dans l'humiliation et à « avoir une influence positive » en silence. À la Filpac CGT nous appelons cela piétiner la dignité.**

Ah bon ? Et que signifie donc ce « développement » ? Le développement des inscriptions à France Travail ? Le développement des découverts bancaires ? Le développement des angoisses existentielles au moment d'ouvrir la boîte aux lettres ou de remplir le



frigo ? Pour Orive, sans doute, la misère a des vertus pédagogiques : elle apprend à « s'épanouir » dans l'humiliation et à « avoir une influence positive » en silence. À la Filpac CGT nous appelons cela piétiner la dignité.

Cette reconnaissance du Fossoyeur Magazine, pardon, du *Financial Times*, n'est qu'une insulte de plus au visage de celles et ceux qui, à Longvic, n'ont reçu que mépris, brutalité et abandon. Rien ne leur aura été épargné : ni les promesses trahies, ni les basses manœuvres, ni ce crachat final d'un prix reçu sur le dos de leurs souffrances. Pendant des années, ces travailleurs ont offert leur savoir-faire, leur énergie, leur loyauté. Pour quel retour ? Des insultes, des larmes et du silence.

Mais rassurez-vous. Les voutours qui pilotent cette entreprise n'ont rien à craindre. Ils auront leur médaille, leur bonus, leur interview dans la presse économique, pendant que ceux qu'ils ont saignés à blanc peineront à boucler la fin de mois. Non, décidément, ces gens-là ne méritent pas les honneurs. Ils méritent la honte, et rien d'autre. La Filpac CGT refuse de laisser circuler ces mensonges sans les contester. Non, Tetra Pak n'est pas un modèle d'humanisme. Sa seule ambition n'est pas de faire grandir les salariés, mais de les broyer avec le sourire, les déshumaniser méthodiquement, pour mieux les jeter une fois leur tâche accomplie. ●

# Investis à vos côtés

pour la défense de l'emploi, le développement  
des compétences et la qualité du travail



**Un accompagnement sur mesure à chaque étape  
de votre parcours d'élu de CSE**

*Pour des compromis éclairés, équilibrés et exigeants !*

**40**

ANS D'EXPÉRIENCE

**≈ 300**

EXPERTS  
PLURIDISCIPLINAIRES

**8**

IMPLANTATIONS  
RÉGIONALES

**≈ 300**

ÉLUS FORMÉS  
PAR AN

**≈ 2 500**

MISSIONS  
RÉALISÉES PAR AN



20, rue Martin Bernard 75013 PARIS

☎ 01 53 62 70 00 | ✉ [contact@secafi.com](mailto:contact@secafi.com) | [www.secafi.com](http://www.secafi.com)



# TETRA PAK QUI EST L'EMPLOYEUR ?



JEREMIE DEMAY



Question simple, essentielle, presque naïve. Même un collégien en stage de troisième devrait pouvoir répondre. Et pourtant, dans les Papeteries dijonnaises, personne ne le sait vraiment. Camarades lecteurs, amateurs de jeux de piste et d'absurdités administratives, accrochez-vous. Cette histoire-là, c'est Kafka sous

LSD, mais avec les moyens de Bercy. Sur le toit de l'usine, on peut lire en lettres géantes : Tetra Pak. Sur les bleus de travail aussi : Tetra Pak. À Longvic, tout le monde dit : Tetra Pak. Et quand les ouvriers partent en manifestation, c'est bien devant le siège mondial de Tetra Pak, en Suisse, qu'ils vont crier leur colère. Donc l'employeur, c'est Tetra Pak ? Eh bien... non.

## Si far west...

Leur employeur officiel reste les Papeteries dijonnaises, qui appartiennent à une boîte appelée Sifar, pour Société industrielle et financière d'application de recherches et compagnie. Une boîte domiciliée à Puteaux, dont l'objet social, selon le

greffe du tribunal de commerce de Nanterre, se résume à de la location-bail de machines. Pas d'industrie, pas de recherche, bref, une coquille qui semble bien vide. Vide de salariés d'ailleurs, mais pas de profits : 7,46 millions d'euros de bénéfices en 2024, sans produire un gramme de papier ni embaucher un seul ouvrier. SIFAR est une SAS, société par actions simplifiée, dont l'actionnaire unique s'appelle bien sûr... Tetra Pak. En clair, les Papeteries dijonnaises bossent pour SIFAR, qui appartient à Tetra Pak, qui est aussi leur seul et unique client. Une belle boucle bien ficelée,



**(...) pour une holding composée de SAS, il est possible d'exonérer la quasi-totalité des impôts sur les dividendes reçus de ses filiales.**

où le client est le propriétaire, et où la main qui nourrit est aussi celle qui étrangle.

#### Un labyrinthe fiscal

Mais ce n'est pas fini. Les dirigeants de SIFAR et donc des Papeteries dijonnaises sont, évidemment, aussi ceux des filiales françaises de Tetra Pak. Ce n'est plus une usine, c'est un labyrinthe fiscal.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? De 2021 à 2023, SIFAR n'était pas une SAS, mais une SNC, c'est-à-dire une société en nom collectif. Particularité de ce type de structure ? Elle doit obligatoirement avoir au moins deux associés. Or, SIFAR n'en comptait qu'un seul, sans surprise, Tetra Pak. Ce n'est pas autorisé, sauf à titre transitoire. Mais en France, le transitoire a ceci de pratique qu'il peut durer éternellement. La situation se régularise le 14 décembre 2023 en prenant le statut de SAS.

#### Les gigognes libérales

Si vous n'êtes pas perdu, continuons. Alors, qui est l'employeur ? Papeteries dijonnaises ? SIFAR ? Tetra Pak ? Un peu des trois ? Au-

cun ? Un peu de tous à la fois, dans une valse bien orchestrée où l'on change les pancartes mais jamais les vrais donneurs d'ordres. Et dans cette valse, ce sont toujours les mêmes qui finissent les genoux à terre. Car du côté de Tetra Pak, cette chaîne de déresponsabilisation est une aubaine. D'abord fiscalement, puisque pour une holding composée de SAS, il est possible d'exonérer la quasi-totalité des impôts sur les dividendes reçus de ses filiales. Il paraît que le gouvernement racle les fonds tiroirs. Petite idée : au lieu de chercher dans le porte-monnaie des ouvriers, il pourrait loucher sur cette niche fiscale indigne...

Autre avantage, et non des moindres, de ce petit chef-d'œuvre d'ingénierie juridique : il permet au groupe de se livrer à de véritables acrobaties devant la loi. Tout est centralisé dans une entité unique, pilotée depuis la maison mère. Mais sur le papier, chaque activité conserve son indépendance juridique.

#### « Responsable mais pas coupable »

C'est ainsi que le RH de Tetra Pak, sans être l'employeur, siège aux négociations du PSE. Mieux encore, chaque filiale, juridiquement cloisonnée, devient un paratonnerre en cas d'orage. Quand tout va bien, la holding encaisse. Quand ça déraile, même si c'est à cause des décisions stratégiques de la maison mère, elle s'essuie les mains et tourne les talons. C'est la version capitaliste du « responsable mais pas coupable ». Bref, le ruissellement ne coule que dans un seul sens, jamais celui des ouvriers. Pour eux, c'est la rigueur budgétaire, la précarité programmée et, au bout du compte, la porte.

Il existe de timides garde-fous comme la notion de gestion de fait. Lorsqu'une société est, en réalité, dirigée par un autre que le représentant légal, qu'il prend les décisions, gère l'activité, mène la barque au jour le jour, il peut être considéré comme le dirigeant de fait, responsable comme tel.

Or, dans le cas des Papeteries dijonnaises rappelons que la production dépend exclusivement des commandes de Tetra Pak, les fonctions stratégiques sont centralisées, l'autonomie commerciale est inexistante. Alors ? Pourquoi ne pas demander à la justice de reconnaître cette gestion de fait ? Pour cela, il faut une décision d'un tribunal avec un juge, et peut-être aussi une volonté politique. Et tout cela manque cruellement dans cette république où l'on trouve plus de bras pour évacuer 207 ouvriers que pour les défendre face à une multinationale.

Et si, par une éclaircie soudaine, un tribunal venait à considérer que les Papeteries dijonnaises et SIFAR ne sont que des façades, de simples instruments aux mains de Tetra Pak, alors le PSE pourrait bien tomber à l'eau. Mais ne rêvons pas trop. À Longvic, les machines sont à l'arrêt, les cœurs serrés, et les patrons dorment sur leurs deux oreilles. ●



## USA FAIRE TAIRE LES DÉTRACTEURS

David Huerta, président de SEIU California et des United Service Workers West, n'a pas été arrêté pour avoir troublé l'ordre public ou défié la loi. Non. Son crime ? Observer, pacifiquement, une rafle musclée de l'ICE (l'agence chargée de l'immigration et des postes frontières), à Los Angeles, armé d'un simple téléphone et de son droit garanti par le premier amendement. Résultat : blessé, menotté, embarqué. Voilà ce qu'il en coûte, dans la première démocratie du monde, de montrer sa solidarité envers les travailleurs immigrés. Car c'est bien cela qui dérange, qu'un syndicaliste ose, encore aujourd'hui, défendre ceux que Trump voudrait rendre invisibles, muets, dociles. Huerta n'est pas né d'hier : il fut l'un des artisans de la grande campagne « Justice for Janitors », ce soulèvement populaire qui, dans les années 90, a fait plier les puissants, en s'allongeant sur le bitume de Los Angeles. Ils demandaient juste dignité et respect. Aujourd'hui, même scène, même combat. Mais le pouvoir préfère les menottes à la négociation, le gaz lacrymogène à la parole. Les autorités américaines n'ont qu'une crainte : que les invisibles cessent de courber l'échine. Et tant pis si, au passage, on piétine les droits les plus élémentaires. L'histoire le prouve : quand les travailleurs s'unissent, même les puissants finissent par plier. ///



## GAZA Hibernation européenne

Fin mai, le Conseil des affaires étrangères de l'UE a décidé de réexaminer un vaste accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et Israël. Pourquoi ? Ses membres se sont souvenus que son article 2 stipule que les relations « sont fondées sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ».

Depuis de trop longs mois, Netanyahu, lui, n'a pas réexaminé grand-chose. Il a bombardé, affamé, rasé, mutilé. Il a eu tout le loisir, des mois durant, de violer les droits les plus élémentaires, de commettre un génocide contre la population palestinienne en toute impunité. Il n'a pas manqué de moyens ni d'alliés. Pas de panique non plus après cette annonce du conseil des affaires étrangères. Le temps que tout ce petit monde se réunisse, palabre, s'indigne dans des salons feutrés, les Palestiniens peuvent continuer de se faire massacrer sans que personne ne vienne troubler l'ordre diplomatique. L'argent n'a pas d'odeur, à part celui du sang des Gazaouis. ///

## MONDE Élection, piège à manipulation

En 2024, la moitié de la planète a voté. Selon un rapport publié début juin par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 40 % de ces scrutins ont été entachés par « une forme ou une autre de contestation de la crédibilité des résultats ». Le rapport ne mâche pas ses mots : « Jamais les élections n'ont été confrontées à des défis aussi complexes et redoutables qu'aujourd'hui, entre campagnes de désinformation, perturbations causées par des phénomènes climatiques extrêmes et déni pur et simple des résultats. » La désinformation, en particulier sur les réseaux sociaux, reste la méthode de manipulation la plus répandue. Rien d'étonnant quand on sait que ces plateformes sont majoritairement aux mains de fans acharnés de Donald Trump. Le Washington Post a recensé plus de 30 000 mensonges rien que pendant son premier mandat, soit 21 par jour en moyenne ! Lors de sa dernière campagne, Trump a pulvérisé son propre record : mi-août 2024, il a proféré 160 fausses affirmations en une seule heure lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, soit un rythme hallucinant de trois mensonges par minute. Rien d'étonnant à ce que le Rassemblement national admire ce personnage toxique... ///

## UKRAINE LA GUERRE N'ARRÊTE PAS LE SYNDICALISME

UNI Europa lance un nouveau centre d'organisation à Kiev : COZZ Ukraine. Objectif ? Soutenir les syndicats, les anciens combattants et les ONG ukrainiens. « Même en temps de guerre, les travailleurs ukrainiens luttent pour la dignité et les droits. COZZ et UNI seront à leurs côtés », affirme Oliver Roethig, secrétaire régional d'UNI Europa. Même les bombes ne peuvent anéantir la solidarité entre les travailleurs. ///

## POLITIQUE UN GOUVERNEMENT FORT THUNÉ !

Sur 36 membres du gouvernement, 22 sont millionnaires, avec un patrimoine net moyen de 2,6 millions d'euros. C'est tout simplement le gouvernement le plus riche depuis l'instauration des déclarations d'intérêts en 2014. De quoi voir venir, même si l'État faisait faillite demain. Le champion toutes catégories s'appelle Marc Ferracci. Petit ministre des plans sociaux – pardon, de l'Industrie et de l'Énergie – qui trône sur un tas d'or de 23 millions d'euros, gracieusement constitué grâce à papa et son entreprise Icare Finance. On respire mieux l'air des ministères quand on porte un tel gilet de sauvetage. Il est talonné par Éric Lombard qui sévit à l'Économie. Lui, c'est 21,7 millions d'euros et seulement quatre logements pour poser ses pantoufles. Rachida Dati ferme le podium avec presque 6 millions d'euros. Mais attention : cette estimation reste partielle. La presse a révélé l'oubli de quelques babioles : près de 400 000 euros de bijoux non déclarés, sans compter les 300 000 euros gracieusement versés par GDF – merci au *Nouvel Obs* et à *Complément d'enquête* pour l'info.

Neuf ministres font pâle figure avec moins d'un million d'euros ! Ces miséreux doivent se sentir bien seuls à la pause café, incapables de comparer leurs derniers yachts. Manuel Valls ferme la marche avec 130 000 euros de patrimoine. Apparemment, retourner sa veste ne rapporte plus... ///



MADAME DATI, AVEZ-VOUS UN LIEN DIRECT OU INDIRECT AVEC GDF SUEZ ?



C'EST CLAIR ?

## RETRAITES Ils négocient le poids des chaînes

La farce des retraites continue. Trois syndicats traînent encore dans ce conclave dont le but officiel était de discuter « sans tabou », promis par Bayrou qui a oublié de préciser qu'il ne fallait pas parler de sujet qui fâchent, histoire de saboter tout débat digne de ce nom. La CGT et FO ont compris le piège et claqué la porte. Pas la CFTD, ni la CFE-CGC, ni la CFTC qui, visiblement, trouvent très acceptable l'idée de bosser jusqu'à 64 ans (et peut-être jusqu'à la tombe ?). Comme par miracle un rapport du COR a fuité dans la presse, rappelant que malgré la réforme, le déficit des retraites continue. Solution ? Certainement pas augmenter les cotisations patronales ! Encore moins traquer les fraudes du patronat ou taxer les exilés fiscaux. Quant à l'emploi des jeunes, la pénibilité des vieux, l'égalité salariale femmes-hommes... Ces cases n'existent pas sur Excel. Non, l'idée lumineuse reste la même : travailler plus longtemps. Mourir au turbin, c'est rentable. Les « syndicats responsables » applaudissent. Moins de retraités, moins de pensions à verser : économie garantie ! Voilà la France en marche mais à reculons. ///

## COMPTES PUBLICS LES COMPTABLES SANS LOGIQUE

La Cour des comptes prétend que la Sécu est un gouffre. Un abîme ! Solution des experts ? Réduire les remboursements. Moins de soins, moins de transports médicaux, moins de médicaments. Ce n'est pas le système qui est défaillant, non, c'est l'État qui s'est tiré une balle dans le pied en multipliant les exonérations de cotisations patronales. La Cour des comptes annonce un déficit prévisible de 24,1 milliards d'euros en 2028. La cause ? Depuis 2014, les « cadeaux » aux patrons ont quadruplé : 77 milliards d'euros d'allègements cette année, dont 64 milliards qui auraient dû alimenter la Sécu. Résultat ? Rien. Pas de compétitivité accrue. Pas d'emplois en plus. En revanche, des dividendes bien gras. Étonnant, non ? Le patronat promet, empoche, oublie de tenir parole. Et devinez qui paie l'addition ? Tous les citoyens sauf eux. C'est cela, le ruissellement version française, de bas en haut, et de nos poches aux leurs. ///



## EMPLOI FRANCE, TRAVAILLE !

Les chômeurs, eux aussi, doivent payer. Dernière trouvaille du gouvernement, taper dans le portefeuille des plus précaires. Zapper un rendez-vous Pôle Emploi ? Moins 30 % d'allocations pendant deux mois. Refus d'une offre « raisonnable » ? Sanction doublée. Pour les bénéficiaires du RSA, c'est pire encore : suspension partielle, presque totale des maigres revenus pendant un, deux, quatre mois... Jusqu'à la spirale infernale : surendettement, maladie, exclusion. Mais pour ce gouvernement de comptables froids, mieux vaut mourir que d'être pauvre et vivant. Résultat, les travailleurs meurent à l'usine sans voir la retraite, les chômeurs crèvent de misère. À ce rythme, le seul métier d'avenir sera fossoyeur. ///

## PRESSE Comment ça, elles sont pas fraîches mes nouvelles ?

La Société marseillaise de presse n'est plus une Scop. Niel et Saadé, propriétaires de *Nice Matin* et *La Provence*, ont racheté la boutique... et enterré leur projet d'imprimerie dans le Var. Avec lui, les promesses de limiter la casse sociale. La Filpac fulmine : « *Trahison ! Mépris des engagements pris envers les salariés et les lecteurs de ces titres mythiques !* » Le délai pour rendre les pages ? Réduit au strict minimum. Même l'OM n'aura plus le droit de jouer les prolongations pour boucler à temps. Mais qu'importe, pour Saadé et Niel, comme pour tant d'autres, le lecteur n'est qu'un prétexte. Le salarié, un coût, la vérité, une variable d'ajustement. Et l'avenir de la presse ? Un poisson déjà pas frais. ///

## filpac cgt

La fédération au cœur de la lutte pour la défense de l'imprimé, de la presse écrite et des métiers du livre et du papier

Ça ne se recharge pas,  
c'est incassable,  
ça ne tombe pas en panne,  
ça ne consomme pas d'énergie,  
c'est mis à jour régulièrement  
sans votre intervention,  
c'est recyclable à 100 %.

Ça s'appelle une affiche.

| Levons le nez de nos écrans. Informons-nous avec l'affichage |

# CHAPELLE DARBLAY, LE PHÉNIX INDUSTRIEL



JÉRÉMIE DEMAY

## Chapelle Darblay : l'État entre au capital, "une très belle victoire" selon la CGT

(...) **Comme des gardiens de phare** au milieu du naufrage industriel. Ils montent la garde, car sans machines, pas de renaissance possible.

plateaux télé. La pression monte, les élus vacillent. En mai 2022, la métropole de Rouen, reniflant le scandale politique à venir, sort de sa torpeur, préempte l'usine et évite le pire : le démontage, la revente au kilo, l'oubli honteux. Première victoire.

Suit la bataille des repreneurs. Des projets fumeux, grotesques parfois, défilent. Les ouvriers tiennent. Et puis enfin... Veolia et Fibre Excellence arrivent avec un plan crédible. Mais l'État reste avare comme un Harpagon veillant sur sa cassette, il compte ses sous. Il fait durer, deux ans encore, avant de libérer l'aide. Deux ans de luttes, d'usure, de rendez-vous stériles où ça cause, où ça promet, mais surtout où l'empressement de ne rien faire est la règle. Il a fallu attendre ce mois de juin, après 2 096 jours de combat pour qu'enfin le dossier se remette à respirer. La renaissance est actée. Preuve éclatante, criante, que l'industrie peut vivre encore, si des hommes se battent pour elle.

**N**e boudons pas ce réveil tardif. Le projet : fabriquer des cartons d'emballage recyclés, réduire l'utilisation de l'eau, de l'énergie, limiter les rejets, et faire pousser des emplois là où, hier encore, fleurissaient les plans sociaux. Jusqu'à 200 postes directs : de quoi faire vibrer les cœurs ministériels, tout ravis de pouvoir bientôt couper quelques rubans tricolores en vantant la souveraineté industrielle retrouvée, celle-là même qu'ils avaient contribué à faire disparaître. Mais rappelons les faits, puisque la mémoire flanche vite, surtout sous les ors de la République. Qui donc a étranglé Chapelle Darblay ? Une vieille histoire bien française : il est d'abord urgent de fermer pour mieux réfléchir après. En 2019, UPM, géant finlandais du papier, annonce la fin de l'usine. Motif ? Non-rentabilité. Le sésame sinistre qui permet de balayer d'un revers de main des savoir-faire, des familles, des vies entières. 228 salariés jetés à la rue. Et avec eux, la dernière papeterie française capable de produire du papier journal 100 % recyclé. Tant pis pour l'écologie. Tant pis pour l'emploi. Tant pis pour la France.

### Alarme sociale

Après le fracas de l'annonce, c'est le grand silence. En juillet 2020, les machines s'arrêtent. Mais les syndicalistes, eux, veillent. Jour et nuit. Comme des gardiens de phare au milieu du naufrage industriel. Ils montent la garde, car sans machines, pas de renaissance possible. Ils protègent les presses, les lignes, les savoir-faire. En avril 2021, à Paris, au ministère de l'Économie, ils sont environ 120 pour dire au pouvoir que l'industrie, ce n'est pas qu'un mot pour les

## Un projet solide

Les repreneurs veulent que Chapelle Darblay produise du carton d'emballage 100 % recyclé. Dix ans d'approvisionnement garantis par Veolia. Une cogénération biomasse pour verdir l'affaire. Un outil modernisé pour réduire l'eau, l'énergie, les rejets. Quatre cent mille tonnes de carton visées. Deux cent cinquante emplois à terme. Bref, un projet solide, sérieux, qui tient debout sans béquille.

Mais ne nous trompons pas d'héroïsme. Ce n'est pas l'État qui a sauvé Chapelle Darblay. Pas les industriels soudain repentis. Pas les élus réveillés en sursaut, l'œil rougi par des sondages qui sentaient le soufre. C'est la lutte des salariés, de la Filpac CGT, qui a refusé l'enterrement, l'abandon, le néant. C'est elle qui a sauvé l'usine. Les autres, comme souvent, sont arrivés pour la photo. ●

## UN FILM POUR MÉMOIRE

Le film *L'Usine, le bon, la brute et le truand*, de Marianne Lère-Laffitte, est un documentaire sans fard. Trois syndicalistes qui refusent de mourir couchés. Pas des héros de papier glacé, pas des statues de marbre froid. Des hommes debout, fiers, face à l'abandon. Le film montre tout, la nuit, les peurs, les colères, les ministères fermés comme des tombeaux. Mais surtout, il met en image l'idée simple – et terriblement subversive – d'un projet industriel propre, durable, utile à tous et contraire à l'ordre des puissants. David contre Goliath ? Oui. Et cette fois, c'est David qui a gagné. ///

## LES DIFFÉRENTES VIES DE LA PAPETERIE

C'est en 1928, sur les rives stratégiques de la Seine, à Grand-Couronne, que la papeterie est installée sur 90 hectares, sous l'impulsion de la Société Nouvelle de Papeterie (Sonopa), regorgeant de millions et d'ambitions. La France, sortie meurtrie de la Première Guerre mondiale, veut retrouver sa souveraineté, notamment pour le papier destiné aux journaux et aux livres. Cette politique, animée par Louis Loucheur – ministre aux mille portefeuilles, Industrie, Commerce, Économie... – favorise la construction de papeteries au bord des grands fleuves pour faciliter, entre autres, l'acheminement du bois. Dès 1933, la papeterie de Grand-Couronne se dote d'une seconde ligne de fabrication qui vient doubler la production. En 1936, une centrale thermique haute pression, pour chauffer le papier – et sans doute un peu le cœur des ingénieurs – est installée. En 1939, une troisième ligne automatique voit le jour. On n'arrête pas le progrès, même quand les canons grondent ailleurs. Passée la Seconde Guerre mondiale, vient le temps des mariages industriels. En 1969, la papeterie de Grand-Couronne s'associe à sa voisine de Saint-Étienne-du-Rouvray-Oissel. De cette union naît un nouveau nom : « Chapelle Darblay ». En plus de la production classique de papiers pour les journaux et l'édition, la papeterie intègre progressivement le recyclage du papier et la fabrication de nouveaux types de papiers, notamment pour les annuaires. Dans les années 90, passée sous bannière finlandaise – UPM – Chapelle Darblay se concentre sur le papier journal entièrement recyclé. Avec sa renaissance programmée, Chapelle Darblay mise à nouveau sur son savoir-faire inégalé dans le recyclage pour produire des cartons d'emballage 100 % recyclés. L'histoire continue. Elle s'obstine. Comme ces ouvriers qui n'ont jamais plié. ///



ON NE DIRAIT PAS  
COMME ÇA, MAIS  
AVEC CETTE PÂTE...

ON DIFFUSE DES IDÉES,  
ON AFFIRME DES OPINIONS,  
ON RACONTE DES HISTOIRES,  
ON PROTÈGE L'ALIMENTATION,  
ON PRÉSERVE LA SANTÉ...

... ON EN FAIT MÊME DES LITS  
**Ç'EST DU PAPIER !**

**filpac cgt**

La fédération au cœur de la lutte pour la défense de l'imprimé, de la presse écrite et des métiers du livre et du papier

| Livres, journaux, emballages, produits techniques... |  
| Le papier, matière première de notre quotidien |

# Pour la création. Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font.



Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la création, de l'information et leurs talents, pour qu'ils puissent créer et informer en toute liberté.

# Maurice Lourdez, dirigeant exemplaire et camarade intègre

**Le 5 mai dernier, Maurice Lourdez, notre camarade nous quittait...**

Le secrétariat fédéral a proposé à Michel Muller de faire l'hommage à Maurice Lourdez, au nom de la fédération, ce qu'il a très aimablement accepté, malgré la douleur qu'il ressentait d'avoir perdu un ami et camarade. Nous le remercions encore une fois de bien avoir voulu accepter cette proposition.

Son intervention pointe le rôle de rassembleur de Maurice, de l'ensemble de nos syndicats et des structures de la CGT pour mener avec Henri Krasucki des luttes qui ont marqué à jamais l'histoire sociale de notre pays, et au-delà de nos frontières. L'hommage de Michel est riche d'enseignements pour notre syndicalisme et la publication qui suit, vous donne un aperçu de ce que fut l'engagement exceptionnel de Maurice et de ses équipes. Nous avons reçu beaucoup de témoignages de sympathie et de grande tristesse par suite du décès de Maurice, mais toujours empreints de souvenirs de luttes et d'enthousiasme militant.

La confédération rendra un hommage prochain à Maurice et nous verrons avec l'IHS du Livre parisien pour d'autres initiatives autour de l'action de la « commission loisirs » dirigées par Maurice.

Bien entendu, nos pensées vont à Christiane, sa femme, une camarade qui a été précieuse pour la fédération en assistant Michel au quotidien dans sa responsabilité de secrétaire général, à Valérie qui travaille et milite à la fédération depuis des décennies et à toute la famille.

Fraternellement  
Le secrétariat fédéral

DISCOURS PRONONCÉ PAR MICHEL MULLER, ANCIEN  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

**T** rès chers Christiane, les enfants et petits-enfants,  
Chère famille,  
Chers amis et camarades,  
Mesdames, Messieurs

Je voudrais, au nom de la fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication, représentée ici par son secrétariat, comme l'est la CGT par des anciens et actuels dirigeants de la Confédération, vous dire combien la disparition de Maurice

nous provoque une peine immense, lui qui fut une des personnalités les plus marquantes et importantes de notre organisation.

Nous tenons ici, à rendre hommage à un militant dont les historiens officiels du mouvement ouvrier, de la CGT ou de son parti le PCF, ne rendront jamais compte de l'importance de son action, de son engagement, de ses réflexions, bref aucun livre d'histoire ne pourra évoquer à sa juste mesure la place que Maurice a tenue dans nos organisations. Non qu'ils soient ignorants de la chose, mais tout simplement parce que jamais Maurice ne cherchait à se mettre en évidence, toujours il préférait la discrétion à l'ostentation...

Pourtant, durant près de trois décennies, il s'investit sans compter dans tout ce qu'il entreprenait.

Évidemment, les luttes syndicales dont il fut un organisateur et initiateur hors pair. Pour en rester aux luttes emblématiques de notre fédération, je citerai celle qui fut la base de la fusion des deux fédérations, celle du livre et celle du papier-carton, Chapelle-Darblay. Au-delà de la décision politique de créer la Filpac, il a fallu la défense de l'emploi et d'un outil industriel fabriquant du papier-journal pour que les travailleurs de l'industrie papetière et ceux de la presse et du livre s'unissent d'abord dans la lutte avant de le faire par des statuts...

L'importance politique de Chapelle-Darblay, la défense de l'industrie papetière française, ont tout de suite été perçues par Maurice qui, avec tous les camarades du si bien nommé Comité des loisirs, multipliait les actions de plus en plus spectaculaires jusqu'à relancer le fonctionnement de la papeterie arrêtée par le patronat depuis des mois. La plupart des personnels concernés croyaient cela impossible : mais il le fit, quitte à trouver du kaolin, produit indispensable pour faire du papier, dans des péniches qui passaient là par hasard et qui se retrouvaient, on ne sait comment, devant l'usine de Saint-Étienne-du-Rouvray ! Et le Comité Inter du livre parisien imposa aux patrons de presse d'utiliser la production des ouvriers occupant l'usine !

Cela fut possible non pas grâce à Maurice tout seul, évidemment, mais c'est sa capacité de mobiliser, de convaincre, de fidéliser des militants qui permettait de réaliser ces actions qui marquaient l'opinion.

Car c'était bien cela, la stratégie que Maurice faisait partager à ses équipes mais aussi à nous, ceux qui étions élus pour animer les structures syndicales : pour qu'une lutte puisse déboucher positivement, il faut qu'elle soit avant tout populaire. De sa capacité à imposer ce point de vue à tous les niveaux de l'organisation, se développa son autorité naturelle, acceptée par toutes et tous.

Ce sont également ces capacités qui entraînaient les dirigeants syndicaux, à quelque niveau que ce soit, et même au plus élevé de la CGT, à prendre conseil auprès de Maurice, à l'écouter et à le charger en toute confiance de l'organisation



**(...) il était en mesure de rassembler les corporations, les salariés d'industries et de cultures diverses.**

et de la conduite des actions syndicales. Cet immense respect que j'éprouve pour Maurice est né aussi de ses engagements dans l'unité syndicale. Dans une fédération constituée de syndicats parfois bien turbulents, il était en mesure de rassembler les corporations, les salariés d'industries et de cultures diverses, Paris et province, ce qui était toujours un enjeu dans notre organisation. Les congrès fédéraux étaient souvent ces moments où les débats montaient jusqu'au paroxysme et devaient, selon leurs auteurs, faire la démonstration de l'existence de « syndicalismes irréconciliables » ! Maurice ne minimisait pas ces débats mais grâce à son autorité et ses qualités de conciliateur, il arrivait à concilier ce qui apparaissait inconciliable !

À l'analyse de mes trente années de présence au secrétariat fédéral, je puis affirmer que sans la présence de Maurice, entre autres dans des moments particulièrement tendus, il nous aurait été difficile de prendre les orientations et les décisions justes pour que l'organisation reste unie. Beaucoup d'erreurs, pas toutes malheureusement, ont été évitées grâce à une intervention de Maurice qui était un parfait connaisseur de son syndicat, de ses sections mais également de toute la CGT.

Si aujourd'hui énormément de nos syndicats, et largement au-delà de notre seule fédération, se sentent orphelins d'un dirigeant exemplaire et expriment leur peine, c'est qu'ils perdent un camarade intègre, pas avare de ses efforts et de ses engagements : pour lui, il n'y avait pas de lutte mineure, toutes avaient leur importance. La centaine de travailleurs envahissant le tribunal de Poitiers ou à Toulouse pour empêcher la condamnation d'un délégué syndical n'étaient pas de moindre importance que les 80 000 manifestants pour lutter contre le plan massif de licenciement de 20 000

## Maurice Lourdez, une figure du Livre parisien

« Maurice Lourdez est décédé à l'âge de 86 ans. Né à Paris, fils de clicheur à France soir, dès son apprentissage chez Cliché Union, en 1953, il adhère au syndicat général du livre CGT. En 1961, l'ouvrier du livre embauche à l'Humanité qu'il quittera en 1994 pour sa préretraite. Le délégué syndical participe au conflit du Parisien libéré entre 1975 et 1977. Il devient responsable au niveau confédéral luttes-sécurité et assume cette fonction durant les années 1980-1990. Pour le livre parisien et pour l'union régionale CGT de l'Île-de-France, il anime la commission des loisirs, active dans de nombreuses luttes. Engagé sur le plan syndical, il l'est aussi sur le plan politique, d'abord aux Jeunesses communistes, puis au PCF. Il est un temps conseiller municipal de Mitry-Mory. Membre du comité fédéral du PCF de Paris, il assure la responsabilité de la sécurité de la Fête de l'Humanité. Cette épopée militante sera racontée par Régis Huleux dans Maurice Lourdez, une certaine stratégie ouvrière (Le Temps des cerises, 2017). Le retraité, engagé au sein de l'Institut CGT d'histoire sociale du livre parisien, s'adonnera à ses passions (chasse, pêche, cueillette des champignons...), mais il devra aussi engager son dernier combat contre la maladie. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches. » L'Humanité, 5 mai 2025. ///

sidérurgistes dans l'industrie lorraine en 1979 !

Le temps ne fait rien à l'affaire : Maurice eut beau prendre sa retraite il y a une vingtaine d'années, son engagement, sa présence, sa mémoire restent toujours aussi présents auprès de nos syndicats et des travailleurs qu'ils représentent. C'est là la reconnaissance envers ces militants qui ont marqué leur époque et laissent une trace indélébile de leur engagement auprès de leur classe sociale.

Il restera encore beaucoup à faire pour que l'héritage de Maurice perdure : le temps est à présent venu où nous pourrons, en dépassant la douleur de l'absence, nous remémorer tout ce qu'il nous a apporté dans notre réflexion et action. Nous sommes encore suffisamment nombreux, ceux qui l'ont connu et côtoyé, pour que nous prenions le temps de faire ce devoir de mémoire.

Je ne peux évidemment pas clore cette intervention, en ne parlant pas de toute la famille de Maurice Lourdez : Christiane, une personne irremplaçable à la fédération, sans laquelle je n'aurais jamais pu assumer pleinement mes engagements, Valérie, bien évidemment, qui a pris la suite et qui est tout aussi indispensable tant ses rapports avec les syndicats montrent que le fruit ne tombe jamais loin de l'arbre, sans oublier Nathalie, toujours présente quand la situation le justifiait. Sans omettre également qu'il y a aussi une vie en-dehors de notre engagement syndical, avec le temps de cultiver l'amitié lors de séjours en Normandie, en dansant dans les caves ouvertes du vignoble alsacien ou en s'échinant sur les pentes du massif du Mercantour.

Exprimer une tristesse dans un hommage ne va pas de soi car on oscille entre la douleur de la perte de quelqu'un pour qui on ressent une profonde amitié et la volonté de montrer que la richesse de sa vie d'avant reste plus forte que la mort et nos regrets.

Maurice, tu as perdu une lutte, celle contre cette sale maladie qui ne lâche jamais sa proie : mais tu resteras à jamais dans nos pensées, celles de tous ceux qui t'ont connu, les miennes qui ne t'ont jamais quitté.

Je conclurai avec Victor Hugo qui nous rappelle que « Les morts sont des invisibles, mais non des absents ». ●

# Maurice Lourdez nous a quittés...

DISCOURS PRONONCÉ PAR GÉRARD ALEZARD,  
ANCIEN MEMBRE DU BUREAU CONFÉDÉRAL

Incompréhensible et pour chacune, chacun d'entre nous, la tristesse est immense. Chère Christiane, chères Valérie et Nathalie, cher Bruno, je vous assure de toute mon affection solidaire et pour illustrer mes sentiments à ce stade, permettez-moi d'essayer d'évoquer ce que j'ai vécu de la vraie nature de Maurice.

En effet, nous deux, Maurice et moi, notre amitié, et aussi notre complicité étaient profondes et constantes. Nous nous connaissions depuis quelque 50 ans... un demi-siècle ! Un cinquantenaire multiforme... Eh oui, avec Maurice l'uniformité n'était pas de mise ! Et toujours sur fond de lutte pour la profession du Livre et de plus en plus multi-professionnel, avec l'apport et les demandes de Henri Krasucki. J'ai rencontré Maurice et son frère sur le terrain parisien au début des années 70. Je venais d'être élu à la direction de l'UD CGT de Paris et je siégeais à la direction nationale de la CGT.

Nous nous sommes trouvés mobilisés par le conflit du *Parisien Libéré*. Et très vite, les compétences et les disponibilités de Maurice « Loyal » sont apparues dans une période où les conflits se multipliaient, tous plus ou moins emblématiques des capacités de combativité et d'engagement des travailleurs et exemplaires du rôle et de l'efficacité du syndicalisme dans cette période. Dans tous les domaines les expériences s'installaient, les formes et contenus, les débats et les capacités des propositions de la CGT s'exprimaient et les formes des luttes se multipliaient où chaque secteur était interpellé, Thomson, Rhône Poulenc, Boussac, St-Joseph, ARCT, Michelin, SKF, St-Gobain, Snecma, Hispano, Michelin, Snecma, Renault, Charbonnages, Construction Navale... comme dans la profession du Livre le *Parisien* ! Et j'ai constaté que Maurice était également attentif sur la nature et les formes de lutte de ces batailles !

Sur son terrain du Livre, Maurice était là, omniprésent avec sa « valise mobilisatrice », riche et tout équipé... détermination, conviction, loyauté, responsabilité, lucidité, humilité et aussi vérité et audace ! Et de fait, le PL avec des résultats pour les salariés, pour l'emploi et pour l'industrie est vite devenu une leçon de choses pour la lutte en général. Il a rapidement été sollicité. Avec lui et son groupe « Lourdez », un conflit dépassait très vite les frontières de la profession, imagination dans les actions syndicales, créativité dans les formes de

lutte, souci permanent d'informer l'opinion et de contrer son indifférence ou gagner son appui.

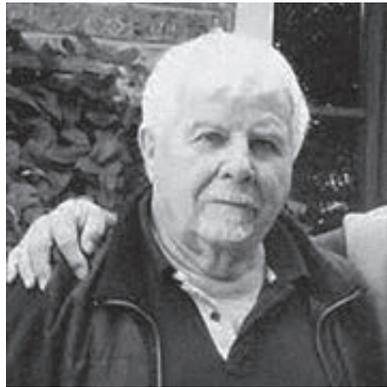
Henri Krasucki, qui avait suivi, conseillé notamment la lutte du *Parisien Libéré*, précisait à son issue « *il a fallu pour mener cette bataille avant tout un jugement lucide et une orientation claire, la belle cohésion de toute une profession et son exceptionnelle solidarité, l'ingéniosité sans cesse renouvelée, l'esprit fertile en inventions, l'audace aussi...* » opinion qui dépassait le *Parisien Libéré* !

Henri était rarement loin de ce type de conflits, était souvent sollicité sur telle ou telle aventure, ou bien suggérait une opération nouvelle et originale. Il ajoutait pour Maurice, « *Vois avec Gérard s'il est d'accord* » même si je n'étais pas au courant... Il est vrai que l'on apprenait vite avec Maurice, ses modes d'intervention et d'organisation, mais on assumait aussi de l'imprévu, sur place, au téléphone, et d'urgence en duo à domicile ou au bureau, le jour ou la nuit ! Et les « rencontres ponctuelles sur sites », ND de Paris (avec les phénomènes de vertige que Maurice subissait en silence), la Bourse des valeurs, la Porte St-Denis, le Tour de France cycliste, l'émission *Le Grand Échiquier*, le tour de France des usines, la Course Paris Roubaix ou la course Paris Strasbourg à la marche...

À cet instant, il me revient le sentiment, qui va tellement bien avec le personnage de Maurice, que j'ai exprimé en conclusion de la préface de l'ouvrage *Une certaine stratégie ouvrière*. « *Chacun a son histoire propre, originelle, revendicative, syndicale, sociale et démocratique. Toutes sont emblématiques des capacités de combativité et d'engagement des travailleurs et exemplaires du rôle et de l'efficacité du syndicalisme et qui valent pour le présent et pour l'avenir. Il a fallu des hommes et des femmes, des militants, des dirigeants. Maurice Lourdez est de ceux-là, aux premières lignes, scénariste et acteur, metteur en scène, toujours au piano pour mieux accorder les violons des uns et des autres. Maurice a joué, éloquentement le Monsieur Loyal de ce grand cirque social : la loyauté comme principe, la vérité comme culture, et la responsabilité comme démarche à l'égard de ses camarades et des travailleurs, et toujours de la CGT et des organisations dont il a eu la charge.* »

C'est pour cela aussi que Maurice sera toujours présent pour chacune et pour chacun, avec son histoire, et qui nous accompagnera dans notre mouvement syndical et pour les mutations à gagner sur le plan social et économique... et dans la vie tout court.

Ma tristesse est immense, et ma confiance ne l'est pas moins. Je pense beaucoup à lui, à sa chère Christiane, à Valérie, Nathalie, Bruno et à tous les siens, à tous ses amis et Camarades. ●



**Et très vite, les compétences et les disponibilités de Maurice « Loyal » sont apparues dans une période où les conflits se multipliaient (...)**

---

## *SPÉCIAL DERNIÈRE*

---

Numéro hors série / juin 2024

---

**ÇA NE SE RECHARGE PAS,  
C'EST INCASSABLE,  
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD,  
NI LE FROID,  
ÇA NE CONSOMME PAS  
D'ÉNERGIE,  
C'EST RECYCLABLE À 100%,  
C'EST MIS À JOUR TOUTES  
LES 24H... ET...  
ÇA DÉFEND LA DÉMOCRATIE !  
**ÇA S'APPELLE UN JOURNAL  
QUOTIDIEN.****

---

| *Lisons moins d'écrans et plus de journaux* |

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

Le Livre, le Papier et la Communication  
[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

# Faire Commune est indispensable

JÉRÉMIE DEMAY

**S'il n'y avait qu'une pièce à aller voir au Festival d'Avignon en juillet, c'est bien Faire commune. Elle sera présentée à l'Arrache-Cœur, dans le cadre du festival off. Un lieu, où d'autres spectacles sont également incontournables.**

**F**aire commune », c'est d'abord l'histoire d'une rencontre : celle entre la Bourse du Travail de Malakoff et la compagnie MégaloCheap. Une rencontre d'où est née l'idée, un peu folle, de raconter 150 ans d'histoire du communisme social, avec comme personnage principal cette municipalité de la région parisienne, et comme point de départ la Commune. Les bains de sang engendrés par les massacres n'ont pas suffi à éteindre le rêve d'une société juste et solidaire. Ce projet a justement été défendu à Malakoff, et c'est cette histoire sur laquelle se penche la pièce. D'ailleurs, le titre donne lui-même le ton. Ce rêve ne se décrète pas, il se construit chaque jour, bâti sur la volonté commune de faire ensemble, pour tous. Les différences sont mises de côté au profit du bien commun.

#### « Mettre l'accent sur les victoires »

« Il a fallu faire un tri. 150 ans d'histoire, c'était impossible à raconter en intégralité. C'est pourquoi nous avons choisi de mettre l'accent sur les victoires, les luttes sociales décisives qui ont transformé les mentalités, les mœurs et, bien sûr, les acquis sociaux », raconte Garance Guierre, comédienne, metteuse en scène, chanteuse et autrice de Faire commune. Deux choix essentiels ont guidé l'écriture : « On raconte toujours l'histoire des grands hommes, mais rien ne se fait sans la mobilisation des citoyens. Je crois profondément en cela, et c'est ce que je veux transmettre pour redonner aux gens la capacité d'agir aujourd'hui. »

Le petit truc en plus de Faire commune :



se baser sur des faits réels. Pas de romance ni d'invention, seulement des faits dénichés dans les archives. Un travail de titan, pour lequel la troupe a été épaulée par Catherine Bruant, historienne spécialisée.

« Elle s'est appuyée sur le Maitron, le dictionnaire du mouvement ouvrier, pour extraire les récits d'hommes et de femmes ayant vécu ou œuvré à Malakoff, de la Commune de Paris à nos jours. Tout ce que nous racontons entre la Commune et la première municipalité ouvrière de 1925 – les réunions, la création de la coopérative, les banquets socialistes – provient de véritables comptes rendus. C'est délicieux ! », s'enthousiasme Garance, sourire aux lèvres.

#### « On voulait surprendre »

Tout est réel donc, à part les intermèdes entre les époques qui permettent de lier les scènes. Deux journalistes égo-centristes, imbus de leurs certitudes et de leur mépris, animent « Le Cercle de L'Apostrophe du Bouillon des Dossiers dans l'Échiquier ». L'idée est née d'une improvisation entre deux comédiens lors des répétitions : « Le défi de ce spectacle, c'était de ne pas ennuyer le public. On voulait surprendre, rendre ça ludique, amusant... »

« On a imaginé deux journalistes insupportables, un peu gauche caviar. C'était parfait pour nous, car ils remplissent une fonction pédagogique en délivrant

beaucoup d'informations, tout en apportant une touche satirique hilarante. Ils reviennent au début de chaque chapitre pour contextualiser, avant de laisser place aux vraies scènes de théâtre. Entre nous, on les surnomme "les deux cons et les deux connes". À la fin, ce sont les deux femmes qui prennent le pouvoir... mais elles sont tout aussi insupportables », s'amuse Garance.

#### Une ode à la solidarité et à la fraternité

Faire commune est tellement plus qu'une simple pièce de théâtre. Divertissante, instructive, elle est une ode à la solidarité et à la fraternité.

« Le dernier chapitre, sur la grève des mineurs de 1963, où les familles de Malakoff accueillent des enfants... C'est tellement simple, mais tellement éloigné de notre époque. Pourquoi avons-nous perdu cette humanité ? Pourquoi, aujourd'hui, ceux qui mènent des combats justes ne trouvent-ils plus cette main tendue que nous étions capables d'offrir dans les années 60 ? Ça me donne envie de me lever, d'agir. C'est inspirant. Le militantisme peut parfois sembler moralisateur, mais dans cette pièce, l'humanisme dépasse les clivages politiques. C'est cet humanisme qui a permis de remporter des luttes justes », insiste Garance.

Bref, « Faire commune » est une nécessité. Au théâtre comme dans la vie. ●

## L'Arrache-Cœur, y aller d'arrache-pied !

Si Faire commune se joue à l'Arrache-Cœur, ce n'est pas le seul spectacle incontournable visible dans les deux salles de ce théâtre. Si votre curiosité vous pousse là-bas, n'hésitez pas à assister à Tout le bonheur du monde, ou presque, interprété par Mike et Riké. C'est drôle et musical. Le seul risque avec ce spectacle : repartir avec le sourire aux lèvres. Vous aimez la chanson ? Ne loupez pas Les Wriggles et leur univers déjanté. Tout aussi fou, Didier Super sera là pour une date unique le 16 juillet. Une seule date également pour Les Michels, le 18 juillet. Un ukulélé et une contrebasse suffisent pour revisiter tous les grands classiques de la chanson. Et s'ils ne connaissent pas les paroles ? Pas de problème... ils chantent en yaourt ! ///

# France-Brésil : mêmes poisons, mêmes combats

**Des médias noyés dans la propagande fascisante, un Parlement contrôlé par un centre droit à genoux devant l'extrême droite, une équité fiscale piétinée, des droits sociaux méthodiquement démantelés... Non, ce n'est pas encore tout à fait la France, c'est le Brésil. Mais les ressemblances deviennent troublantes.**

JÉRÉMIE DEMAY

**A**u Brésil, entre les nostalgiques de Bolsonaro, les puissants lobbys agricoles, les chaînes d'extrême droite, la Cour suprême qui se découvre des allergies à la gauche et les évangélistes en croisade, l'air est irrespirable pour les syndicats. « *C'est très difficile pour eux. Ils ne peuvent même pas entrer dans les usines* », explique Diego Felipe Bochnie Silva, avocat spécialiste du droit du travail, référence nationale au cabinet Garcey, et observateur pour l'OIT. En visite à Paris fin juin, il n'était pas venu pour admirer la Tour Eiffel mais pour rencontrer la CGT, qu'il considère comme une référence, notamment pour son sens du combat.

## **Entraver, contrôler, interdire...**

Au Brésil, militer syndicalement relève de l'exploit. Tout est fait pour entraver ceux qui défendent les salariés. Accès interdit aux entreprises, attaques législatives permanentes... Le Parlement vient de voter une loi interdisant aux travailleurs de verser directement une contribution aux syndicats. Autrement dit, les syndicats n'ont plus le droit de vivre. Et quand le gouvernement tente de rééquilibrer les choses, la majorité parlementaire contre Lula saborde tout. Dernier exemple : une loi pour imposer davantage les ultra-riches, en taxant les flux financiers. Lula voulait corriger un peu l'indécente inégalité fiscale. Au Brésil, les plus riches paient proportionnellement deux

fois moins d'impôts que les classes moyennes supérieures. Mais le texte a été laminé : 346 voix contre, 97 pour, un véritable camouflet. Même les alliés de Lula ont voté contre. Pourquoi ? Parce que chaque député reçoit une enveloppe budgétaire pour arroser sa circonscription. Lula, minoritaire, ne contrôle pas ces petits cadeaux. Ce n'est pas, selon Diego, de la corruption au sens strict, mais ça y ressemble fortement.

## **La corruption, le cancer démocratique**

« *Les centristes n'ont pas d'idéologie, ils sont pragmatiques* », résume l'avocat. Depuis le début de l'année, 80 millions d'euros ont été distribués aux députés, contre 3,4 milliards habituellement à la même période. Ce n'est pas Lula qui bloque, c'est la Cour suprême qui exige enfin de la transparence, craignant que ces fonds publics ne servent à autre chose qu'à l'intérêt général. Mais les amis de Bolsonaro, eux, n'ont jamais eu le moindre scrupule en matière de détournement.

La lutte contre la corruption ? Bolsonaro l'avait érigée en priorité. Résultat, des enquêtes par dizaines, des aveux, des preuves... et des procédures démantelées une à une par un juge suprême devenu le fossoyeur de l'anticorruption. Ce même juge attaque

**Mais les amis de Bolsonaro, eux, n'ont jamais eu le moindre scrupule en matière de détournement. (...)**



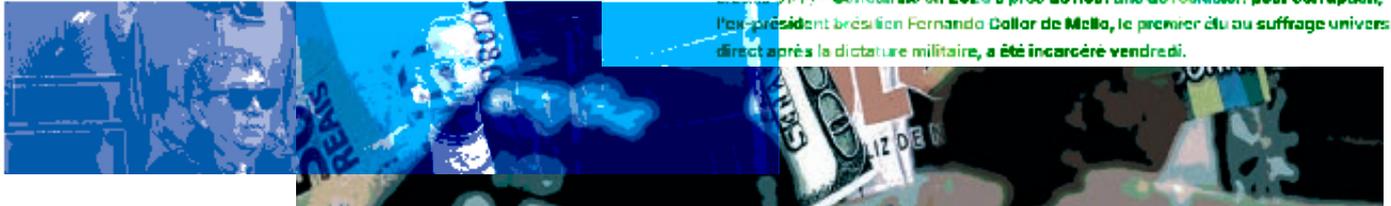
## Au Brésil, l'inquiétant recul de la lutte contre la corruption

Un juge suspend les amendes contre des entreprises ayant admis leurs délits d'enquête contre Transparency International. Ce court de théâtre suscite inquiétude dans les milieux d'affaires.

LE SOCIAL EN FRANCE | L'ÉCONOMIE | L'ÉDUCATION | LA CULTURE | LES SPORTS

## Brésil : l'ex-président Collor de Mello en prison pour corruption

Le juge de l'AFPI – Condamné en 2023 à près de neuf ans de réclusion pour corruption, l'ex-président brésilien Fernando Collor de Mello, le premier élu au suffrage universel direct après la dictature militaire, a été incarcéré vendredi.



aujourd'hui Transparency International, l'ONG mondialement reconnue, qu'il accuse d'avoir détourné les fonds de la lutte contre la corruption. L'ONG nie, le parquet lui a donné raison dès 2020, mais le juge s'obstine. Au Brésil, même la lutte contre la corruption est suspecte, et le pays descend en 104<sup>e</sup> position dans le combat contre la corruption dans le classement de Transparency International. Et pendant que les riches gavent leurs coffres, les pauvres trinquent. Lula avait voulu porter la voix des peuples au G20, plaidant pour une fiscalité internationale sur les hyper-riches. Il en parlait comme d'un cadeau d'enfant : « Ça ne fera de mal à personne, ça ne rendra personne pauvre ! Les plus fortunés ne seront pas contraints de renoncer à leur viande, leur salade, leurs crevettes, leurs langoustes et leur filet mignon. » Mais visiblement, même partager un dessert est trop demander. Au Brésil, les

**Le Brésil d'aujourd'hui, c'est un laboratoire de l'ultralibéralisme teinté de religion, un manuel de stratégie pour ceux qui veulent écraser la solidarité au nom de l'ordre.**

1% gagnent 160 fois le salaire minimum, et ne paient que 5,4 % d'impôts. Pendant ce temps, les classes moyennes en paient deux fois plus, et les plus pauvres n'ont même pas de quoi régler leur facture d'électricité. « Ce schéma néolibéral est une aberration totale », s'indigne Diego.

### Le pays idéal pour Stérin et Bolloré

Mais ce modèle absurde tient debout grâce à une propagande bien huilée. Chaque jour, une déferlante de fake news, de manipulations, de sermons évangélistes, et d'éditoriaux haineux martèlent le même message : la gauche est un danger, les riches sont bénis, les syndicats sont l'ennemi. Même après le putsch manqué et une gestion sanitaire criminelle pendant le Covid, Bolsonaro continue d'être soutenu, surtout dans les campagnes où la télé évangélique fait foi.

En attendant, les droits sociaux restent en quarantaine. L'équité fiscale ? À la trappe. La défense des travailleurs ? Entravée à coups de lois et de répression. Une poignée de conservateurs très influents verrouille tout : médias, Parlement, opinion publique. Le Brésil d'aujourd'hui, c'est un laboratoire de l'ultralibéralisme teinté de religion, un manuel de stratégie pour ceux qui veulent écraser la solidarité au nom de l'ordre. Un cauchemar pour des millions de Brésiliens. Un rêve pour Bolloré et Stérin. Pour eux, le Brésil c'est un Puy du fou à l'échelle d'un pays. Une expérience grandeur nature de ce à quoi la France pourrait ressembler si leurs projets, qu'ils s'appellent Périclès ou CNews, arrivent à terme. ●

# Audiens s'engage à vos côtés



## Diversité & solidarité

Une politique  
dynamique contre  
toute forme  
de discrimination



## Égalité femmes - hommes

Label "Égalité  
professionnelle"  
Index de 99/100



## Handicap

Opérateur de la Mission  
Handicap du Spectacle  
en partenariat avec l'Agefiph



## Datalab

Évolution des métiers  
de la culture et statistiques  
accessibles à tous



## ecoproduct Écologie & audiovisuel

Co-fondateur  
d'Ecoprod



## Cellule d'écoute contre les violences sexistes et sexuelles

Opérateur de la cellule  
créée par les partenaires  
sociaux, soutenue par  
le ministère de la Culture



## Courage

ANNE DUVIVIER



Un coup de poing à l'estomac. C'est la sensation que laisse le témoignage de Nicolas Demorand, à propos de sa bipolarité. Les 100 pages de son récit plongent le lecteur dans l'enfer de sa maladie, avec d'autant plus de violence s'il est aussi un auditeur fidèle du service public et de la matinale de France Inter, familier de la voix du journaliste.

Nous l'accompagnons, englué dans une affreuse toile

d'araignée, longues périodes de dépression, psys en série, traitements dangereux, invalidants, inefficaces... et hospitalisations, épuisement, souffrance, peur de laisser paraître sa vulnérabilité, avec les épisodes maniaques, euphoriques, rendant l'inéluctable rechute plus cruelle encore. Le tout est raconté avec une précision, une pudeur, un humour même, qui portent la marque de son professionnalisme et nous scotchent à ses mots.

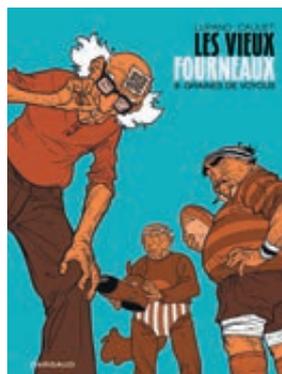
Après des années « d'errance médicale », reflet de l'état désespérant de la psychiatrie dans notre pays, il est enfin diagnostiqué, stabilisé de façon toute relative par un médecin exceptionnel, qui adapte en permanence son traitement et lui maintient la tête hors de l'eau. L'équilibre toujours fragile de Nicolas Demorand repose sur ce tandem thérapeutique, et son métier passion. Depuis huit ans, il arrive à Radio France le matin dès 4 h 30, pour actualiser la préparation de sa tranche d'antenne de 7 heures à 10 heures. « *La radio me tient. Elle est mon exosquelette* » écrit-il. « *Je copilote la première émission de radio de France en étant bipolaire. Je n'en tire aucune gloire et ne vais certainement pas donner de leçons à ceux qui partagent mon sort et ne trouvent ni les ressorts intérieurs ni l'aide extérieure pour continuer à travailler. Mon exemple montre, tout simplement qu'il est possible de porter de lourdes responsabilités en étant malade.* » Car ce tableau de la descente aux abîmes est d'abord celui d'un combat pour la vie, qui nous empoigne à l'âme, quelle que soit notre condition physique ou psychique.

C'est en journaliste qu'il décrit, dissèque, explique, informe en un mot, dans toute la noblesse du terme. « *La radio ne trompe pas. Tout s'entend : la camelote de faux-monnayeurs comme la sincérité et l'émotion* » continue-t-il. Et c'est bien ainsi qu'on reçoit ses mots. Récit formidablement courageux, généreux, pédagogique, et finalement vivifiant. Merci Nicolas. ●

*Intérieur nuit*, Nicolas Demorand, Les Arènes, 100 pages, mars 2025, 18 €.

## BD - Nos meilleurs vieux !

AD



Pour les retardataires, nous rappelons que la lecture du tome 8 de la BD *Les Vieux Fourneaux* relève de l'urgence, du plan blanc de la lecture euphorisante, pas négligeable par les temps qui courent.

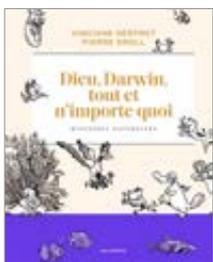
« *Salut les cons !* » braille joyeusement Pierrot à ses potes, en descendant du train, très loin de chez Trump et Musk. Des retrouvailles qui font du bien avec le trio de

copains, vieux anars, syndicalistes, activistes jamais résignés, jamais polis, jamais prudents, réagissant toujours au quart de tour à la bêtise aseptisée du capitalisme, du technocentrisme et des forces de l'ordre. Avec eux, le réflexe bourre-pif n'est jamais loin non plus, ici dès la page 2 en l'occurrence, provoquant notre premier éclat de rire ; une violence truculente, façon Lino Ventura et Michel Audiard. Quand ils ne sont pas remontés comme des pendules à coucou, c'est qu'ils mangent et boivent avec entrain, sans devoir recourir à la méditation de pleine conscience pour goûter pleinement l'instant, le partage, la solidarité... la vie. Et quand Émile est ceinturé par un géant fidjien, c'est seulement qu'il vient de retrouver son petit-fils, rugbyman tendre de 135 kg d'incarnation d'une jolie histoire d'amour d'antan. D'amour, il est question tout au long de l'album, qui distille derrière ses personnages et ses dialogues hilarants un brin de nostalgie, de fragilité et de douceur dans une campagne charmante et brûlante sous la sécheresse, qui imprègne le dessin de Paul Cauuet et le scénario de Wilfrid Lupano. On voudrait les y rejoindre tous, les entendre encore raconter sous les étoiles leurs histoires, leurs faits d'armes, leurs rivalités amoureuses anciennes, leurs brouilles et leurs réconciliations tonitruantes... et aussi s'asseoir dans l'herbe pour suivre la jeune Sophie dans le délicieux théâtre de marionnettes itinérant, hérité de sa grand-mère, et voir la petite Juliette grandir, mais pas trop vite, dans ce monde lui aussi sur un fil. ●

**BD - Les Vieux Fourneaux**, Wilfrid Lupano et Paul Cauuet, tome 8, Graines de voyous, Dargaud, novembre 2024, 56 pages, 15 €.

# Au départ, les plumes des oiseaux ne servaient pas à voler...

AD



L'élan d'Irlande a disparu il y a onze mille ans probablement parce qu'il était vraiment mal fichu, avec des bois d'une envergure totalement inadaptée, jusqu'à 3,50 mètres de large... La gazelle de Thomson saute en l'air et fait tout un ramdam devant un prédateur, non comme on l'a pensé longtemps pour avertir courageusement du danger ses

congénères, mais pour signaler à son potentiel agresseur qu'elle tient une forme olympique et qu'il ferait mieux d'aller se chercher une proie plus facile... « *Ce n'est pas de l'altruisme et si ce n'est pas de la délation proprement dite, on n'en est pas très loin.* » La traîne du paon n'est pas trop pratique quand il s'agit de se mouvoir, mais il semble que les femelles y soient si sensibles que ce déploiement justifie amplement cette exubérance de plumes et de couleurs. Pourquoi le wombat, avec un petit anus tout rond, produit-il des déjections cubiques dans la nature et pas en captivité ? Ne serait-ce pas les chiens « *cette élite d'escrocs au sommet de leur art* », qui nous ont domestiqués ? Ruses, mensonges, leurres, séduction, farces, tout un monde méconnu se découvre dans ce livre étonnant et bienfaisant, aussi drôle et décapant qu'érudit et clair, cent pour cent belge, textes de Vinciane Despret, philosophe des sciences et remarquable pédagogue, dessins de Pierre Kroll, talentueux dessinateur de presse pour le journal *Le Soir*, et caricaturiste. Chaque chapitre consacré à un animal en particulier, commence par une BD, châtiment savoureuse entre Dieu et Darwin, le premier gêné aux entournures par une création parfois ratée, voire bâclée, le second s'ingéniant à chercher une évolution sous-tendant l'idée d'un progrès loin d'être avéré.

Il s'agit bien sûr, avec les récents travaux scientifiques, de porter un regard neuf sur le vivant, à rebours de siècles de conception déterministe et instrumentalisante d'une nature « au service de l'homme ». Nous avons encore beaucoup à apprendre sur les animaux pour nous laisser civiliser par eux... ●

**Dieu, Darwin, tout et n'importe quoi**, Vinciane Despret, Pierre Kroll, Les Arènes, septembre 2024, 187 pages, 26 €.

# BD - Une histoire populaire du football

GK



Quand on pense au football aujourd'hui, nous viennent immédiatement (et malheureusement) à l'esprit les fins de matches qui dégénèrent en affrontements et pillages en tous genres, comme de faux supporters nous l'ont montré récemment à Paris. Mais on peut aussi en parler intelligemment : en mettant l'histoire du sport le plus médiatisé et le plus

populaire au monde en perspective par rapport à l'histoire sociale, raciale et politique. Les auteurs\* nous prouvent que l'on peut raconter une autre histoire du ballon rond, loin des stars et des légendes dorées. Le football n'est pas que du foot-business : depuis plus d'un siècle, il a été un puissant instrument d'émancipation pour les ouvriers, les féministes, les militants anticolonialistes, les jeunes des quartiers populaires et les contestataires du monde entier. Professionnels ou amateurs, ils ont marqué l'histoire de ce sport, au même titre que les Pelé ou autre Maradona. Comme les ouvriers anglais du Blackburn Olympic en 1883, qui étouffèrent l'arrogance des gentlemen (au jeu individualiste) avec un jeu collectif et offensif : la solidarité ouvrière contre le mépris aristocratique en quelque sorte. Comme Matthias Sindelar (surnommé « l'homme de papier » pour sa capacité à s'infiltrer dans les défenses adverses sans toucher ses adversaires), star de la Wunderteam autrichienne (meilleure équipe européenne en 1938) qui infligera une défaite à l'Allemagne nazie dans un match qui devait consacrer la supériorité aryenne après l'Anschluss (annexion de l'Autriche par Hitler). Humiliation qu'il paiera de sa vie. Ou comme le Dick, Kerr's Ladies, équipe d'ouvrières anglaises au jeu débridé et offensif, stars du premier championnat féminin anglais dans les années 20. Ou enfin, comme les joueurs noirs brésiliens qui inventeront le dribble à la même époque pour éviter de toucher les joueurs blancs adverses qui obtenaient des fautes au moindre contact. En proposant une histoire des humbles du football, en s'attachant à donner la parole à tous les protagonistes de cette épopée, Mickaël Correia rappelle que le football peut être autant un sport généreux qu'une arme contre le racisme, le nationalisme borné et la misogynie. ●

\* Cet ouvrage est d'abord paru sous la plume de Mickaël Correia aux éditions de la Découverte avant de sortir en BD.

**BD - Une histoire populaire du football**, Mickaël Correia, Jean-Christophe Deveney et Lelio Bonnacorso, La Découverte Delcourt, janvier 2025, 140 pages, 23,75 €.

# Ça sait nager une autruche ?

ANNE DUVIVIER

Lors du dernier show présidentiel, le 13 mai sur TF1, la question de l'écologie, notent nos confrères de Reporterre<sup>1</sup>, a été « évacuée en moins de 6 minutes - contre près de 40 minutes pour les sujets sécuritaires. 360 secondes pendant lesquelles le Président a défendu un bilan climatique avec des affirmations erronées, des chiffres obsolètes et des promesses vagues sur la protection des océans ».

Que le citoyen lambda, surtout s'il s'abreuve aux réseaux sociaux ou à CNews, n'ait toujours pas pris la mesure de la catastrophe climatique en cours, on peut, à la rigueur, l'admettre. En se forçant un peu quand même, parce que ce refus de voir, qui est avant tout refus de changer, témoigne d'un mélange d'inconscience, d'égoïsme ou de découragement dans le meilleur des cas. Mais pour nos dirigeants, informés, alertés sans relâche par les scientifiques désespérés de tant de lâcheté, d'inaction, pire, de constance dans l'écocide, on a dépassé la politique de l'autruche.

360 secondes de blabla présidentiel pour ne pas parler de l'envahissement du plastique jusqu'aux confins de la banquise et dans nos organismes, du maintien des néonicotinoïdes dont des études récentes montrent qu'ils passent la barrière du placenta, peuvent provoquer des maladies cardiaques et affecter le développement du cerveau (ah ? une explication peut-être !)... ou encore du cadmium, « une bombe sanitaire » selon les médecins libéraux, qui en confirment le lien avec l'explosion d'un des cancers les plus graves, celui du pancréas : « (...) le cadmium est un métal lourd classé cancérigène certain pour l'homme. Présent dans les engrais phosphatés utilisés en agriculture, il s'accumule dans les sols et a contaminé les aliments les plus consommés : les céréales du petit déjeuner, le pain, les pâtes ou les pommes de terre » révèle le Monde<sup>2</sup>. Formidable ! La nourriture de base des plus pauvres et des étudiants...

Vivez sans manger, sans boire, sans respirer, et vous aurez toutes vos chances, à condition toutefois d'habiter loin de la mer. Faudra-t-il que la population du littoral français vienne s'entasser sous les ponts du boulevard périphérique, pour qu'on ouvre enfin les yeux sur la réalité de la montée des eaux, même chez nous ?

« Après moi, le déluge ! » Justement, on y est. Pensez donc, plus seulement dans ces contrées lointaines dont on se contrecarre, mais en Suisse, où un glacier réchauffé à point, vient d'engloutir un village et menace de noyer toute une vallée... Juste à côté de chez nous, au pays voisin des banques et du chocolat. Où va le monde, je vous le demande... Eh bien, là où vous l'avez mis.

Mais qui sait ? Peut-être que rescapées de la sixième extinction de masse, les futures autruches auront, elles, les pattes palmées ? ●



**Où va le monde, je vous le demande...**  
Eh bien, là où vous l'avez mis.

1. 19 mai 2025

2. 5 juin 2025

NOUS SOMMES UN COLLECTIF D'EXPERTS ENGAGÉS  
AUX CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL  
ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES



ACANTE  
CONSULTANTS  
COMMISSARIAT  
ETUDES & FORMATIONS  
EXPERTISE

## POUR QUELLES ACTIONS NOUS SOLLICITER ?

### 3E Acante

Santé et conditions de travail | Expertise "projet important" modifiant les conditions de travail | Expertise "risque grave" | Évaluation et prévention des risques psychosociaux (RPS)

### 3E Consultants

Consultations sur la politique sociale, économique, financière, les orientations stratégiques et les conséquences environnementales de l'activité de l'entreprise | Étude du rapport sur la participation des salariés aux résultats | Assistance au comité de groupe et au comité européen | Droit d'alerte | Plan de sauvegarde de l'emploi et procédures de restructuration | Accompagnement de négociations, des commissions...

### 3E Commissariat

Certification des comptes des grands CSE (loi du 5 mars 2014) | Certification des comptes de syndicats et des fédérations syndicales | Audit d'acquisition

### 3E Études & Formations

Formations inter ou intra CSE | Formation économique | Formations SSCT, RPS, handicap et maintien ou retour au travail | Formations thématiques : politique sociale, environnement, formation professionnelle, GEPP, décryptage d'un bulletin de paie, référent harcèlement... | Journées d'étude

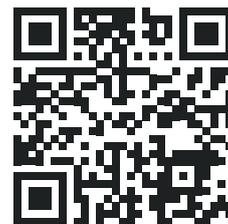
### 3E Expertise

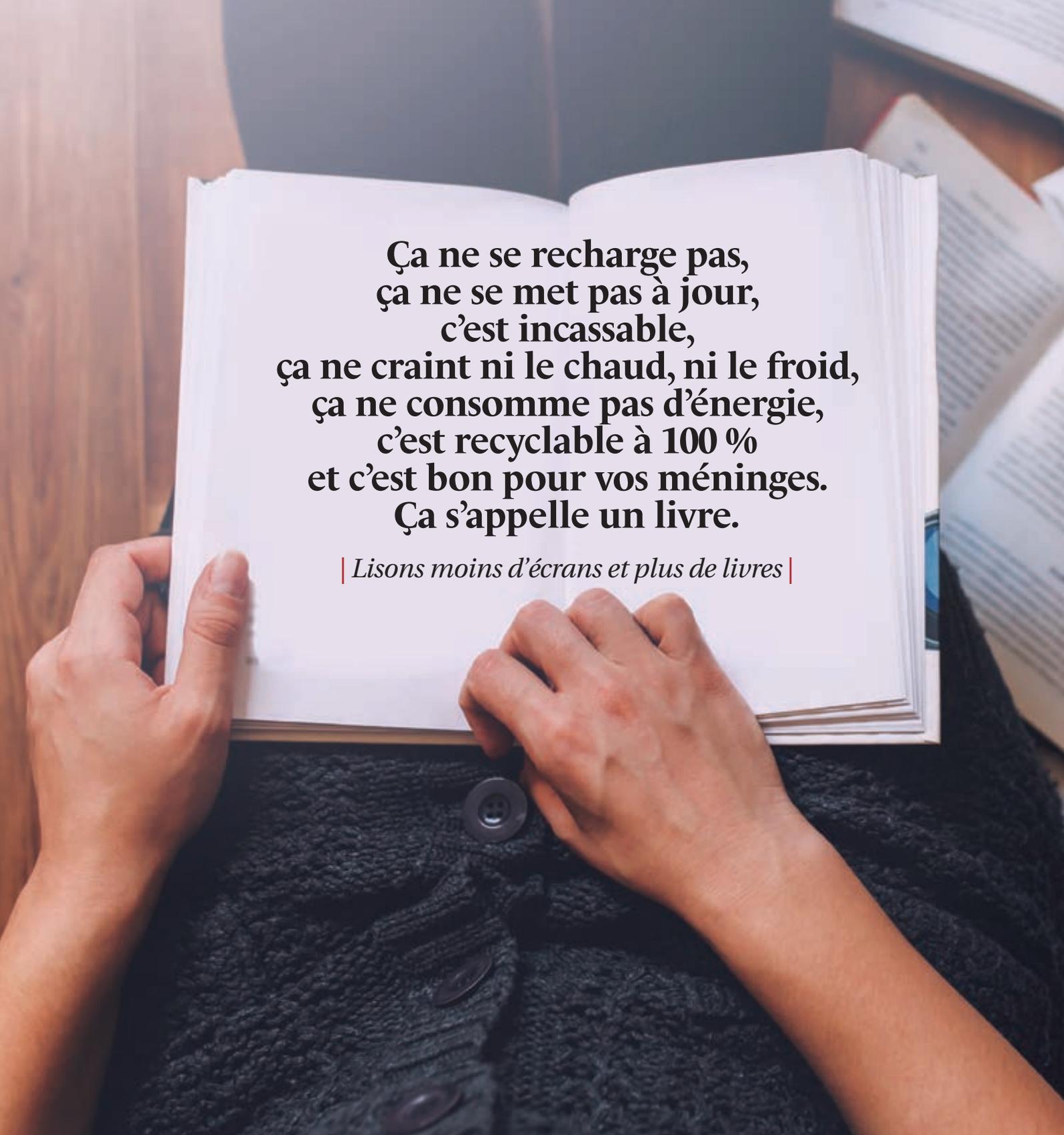
Comptabilité des CSE et des organisations syndicales | Révision | Gestion financière | Assistance comptable et fiscale | Audit | Budget prévisionnel...

**NOTRE MISSION :**  
**ACCOMPAGNER**  
**CEUX QUI**  
**DÉFENDENT**  
**LE TRAVAIL**

### CERTIFICATIONS ET AGRÈMENTS

- **3E Acante** est expert SSCT, habilité à mener des expertises Qualité du travail et de l'Emploi (QTE)
- **3E Consultants** est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est
- **3E Commissariat** est inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts-de-France
- **3E Études & Formations** est certifié Qualiopi et dispose des agréments pour assurer la formation économique et SSCT des élus du CSE
- **3E Expertise** est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est





Ça ne se recharge pas,  
ça ne se met pas à jour,  
c'est incassable,  
ça ne craint ni le chaud, ni le froid,  
ça ne consomme pas d'énergie,  
c'est recyclable à 100 %  
et c'est bon pour vos méninges.  
Ça s'appelle un livre.

| *Lisons moins d'écrans et plus de livres* |

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

*Le Livre, le Papier et la Communication*

[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

# Investis à vos côtés

pour la défense de l'emploi, le développement  
des compétences et la qualité du travail



**Un accompagnement sur mesure à chaque étape  
de votre parcours d'élu de CSE**

*Pour des compromis éclairés, équilibrés et exigeants !*

**40**

ANS D'EXPÉRIENCE

**≈ 300**

EXPERTS  
PLURIDISCIPLINAIRES

**8**

IMPLANTATIONS  
RÉGIONALES

**≈ 300**

ÉLUS FORMÉS  
PAR AN

**≈ 2 500**

MISSIONS  
RÉALISÉES PAR AN



20, rue Martin Bernard 75013 PARIS

☎ 01 53 62 70 00 | ✉ [contact@secafi.com](mailto:contact@secafi.com) | [www.secafi.com](http://www.secafi.com)



CGT

# impac

JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES  
DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION



COMMISSION PARTAIRE EN COURS

N° 1  
MENSUEL  
JUILLET-  
AOUT  
1986  
5 FRANCS

**36-86 LE DROIT AUX VACANCES :  
UN BIEN VERT QUINQUAGENAIRE**